

Conférence du désarmement

22 février 2011

Français

Compte rendu définitif de la mille deux cent septième séance plénière

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le mardi 22 février 2011, à 10 h 15

Président: M. Pedro Oyarce (Chili)

GE.12-60223 (F) 091213 161213



* 1 2 6 0 2 2 3 *

Merci de recycler



Le Président (*parle en espagnol*): Je déclare ouverte la 1207^e séance plénière de la Conférence du désarmement.

Avant que nous commençons nos travaux, je voudrais exprimer, par l'entremise de l'Ambassadrice de la Nouvelle-Zélande, toute notre sympathie au Gouvernement et au peuple néo-zélandais, ainsi qu'aux familles des victimes du tremblement de terre qui a frappé ce pays. Veuillez accepter, Madame l'Ambassadrice, toute la sympathie de la Conférence.

Avant de passer à la liste des orateurs, je voudrais faire quelques observations générales. Tout d'abord, je tiens à adresser cordialement la bienvenue à M. François Roux, nouvel Ambassadeur de Belgique à la Conférence du désarmement, qui connaît cette instance et ne manquera pas de poursuivre la contribution historique que son pays a apportée à la Conférence. De façon générale, les membres de la Conférence ont apprécié le travail et l'engagement du Canada et de l'Ambassadeur Marius Grinius dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération. Le Président canadien et ses collaborateurs ont travaillé avec acharnement pour donner un élan positif à cette instance.

Le Chili assume cette responsabilité sachant très bien qu'il n'a pas été élu, mais qu'il doit accomplir cette tâche uniquement en vertu d'un système démocratique de rotation. Par ailleurs, il ne fait pour nous aucun doute qu'en dernier ressort et même si le Président a les moyens et s'il prend des initiatives, notre action ou notre inaction sont liées à la notion de responsabilité collective. Mon pays est attaché à l'action multilatérale en faveur du désarmement et de la non-prolifération, car nous sommes convaincus que des engagements et des règles concertées représentent une garantie de sécurité collective.

Les récents événements mondiaux survenus dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération, particulièrement le Sommet du Conseil de sécurité, le Sommet sur la sécurité nucléaire, la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération nucléaire (TNP), la Réunion de haut niveau de New York et la ratification du Traité START, traduisent une tendance positive que nous devrions tâcher de refléter dans nos travaux de fond. Un échec de cette instance en 2011 serait non seulement un gaspillage de ressources et des occasions gâchées, mais aussi un frein irrémédiable à l'efficacité du système de désarmement multilatéral et du régime de non-prolifération.

La négociation d'accords multilatéraux et l'amélioration des régimes existants demeurent essentielles à l'instauration d'un climat de confiance dans le système international. Ces aspects sont déterminants pour la sécurité du monde, et la Conférence a pour responsabilité de contribuer à la réalisation de cet objectif commun. Nous devons éviter de nous perdre dans des discussions qui nous distraient de l'objectif fondamental de la Conférence, sous peine de laisser cette instance sombrer dans l'inanité. Nous avons eu l'occasion d'échanger avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Nous avons discerné une convergence de préoccupations sur certains des aspects de la plupart des points de l'ordre du jour. En dépit des divergences et de la diversité des intérêts légitimes, nous avons clairement discerné le souhait d'engager un travail de fond. Nous avons entendu dire à maintes reprises que nous étions arrivés à un stade qu'il fallait considérer comme une occasion d'éviter ce dont a parlé ici le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, à savoir une année de routine de plus. Le Secrétaire général a également fait état de l'existence de dénominateurs communs susceptibles de permettre à la Conférence d'adopter un programme de travail qui prenne en considération ces éléments ou d'autres propositions que la Conférence pourrait adopter ultérieurement par consensus.

La séance plénière officielle d'aujourd'hui vise précisément à susciter un échange de vues, et rien de plus, sur les éléments susceptibles de figurer dans le programme de travail. Il s'agit, à l'évidence, d'une priorité politique, et nous croyons que les efforts doivent être poursuivis pour parvenir à un consensus à ce sujet. Les travaux qui ont eu lieu au cours des premières semaines de la session de 2011, sous la présidence canadienne, ont obéi à un calendrier provisoire et nous ont permis de réfléchir plus spécifiquement sur les quatre questions centrales. Le débat a été constructif et riche, mais nous devons être réalistes, je le répète, nous devons être réalistes: ce débat ne remplace pas une négociation, car pour qu'une négociation ait lieu, des changements doivent impérativement survenir à la Conférence du désarmement et ailleurs, lesquels changements sont indispensables à la mobilisation de la volonté politique au sein de cette instance.

L'examen des questions centrales a une nouvelle fois montré que nous étions soumis à des limitations, lesquelles, si les conditions extérieures n'évoluent pas, se retrouveront aussi bien à la Conférence du désarmement que dans d'autres instances. Le problème de fond ne porte pas exclusivement sur la Conférence du désarmement et sur son règlement intérieur. Il est aussi lié à des intérêts politiques et stratégiques supérieurs qui se répercutent sur divers points de l'ordre du jour.

Nous pensons que l'approche adoptée durant la présidence canadienne peut nous aider, progressivement, à scruter de manière plus approfondie les éléments essentiels de chacun des points de l'ordre du jour. C'est pourquoi le calendrier provisoire établi par la présidence chilienne pour les quatre semaines qui viennent, lequel figure dans le document CD/WP.564, renferme une invitation – et rien de plus – à un échange de vues qui devra être le plus interactif possible et qui devra porter sur l'ensemble des points de l'ordre du jour que nous avons adopté pour la présente session et qui figure dans le document CD/WP.562. C'est ainsi que nous proposons d'organiser nos travaux, en donnant aux délégations et à leurs experts la possibilité de préparer leurs interventions en temps voulu. Ce que j'ai proposé n'a rien à voir avec un calendrier d'activités au sens de l'article 20 du Règlement intérieur, et c'est pourquoi aucune décision n'est nécessaire. Ces séances ne donneront lieu à aucun rapport, mais uniquement aux enregistrements et comptes rendus habituels pour toute séance plénière. Il ne s'agit pas de négociations, pas même de discussions préliminaires. L'objectif est d'inviter les délégations à échanger leurs points de vue de façon plus concrète et plus ciblée et, bien entendu, de soulever toutes les questions qu'elles jugeront pertinentes pour l'avenir des travaux de fond de la Conférence. Le temps qui sera dévolu à chaque point de l'ordre du jour ne préjuge en rien du principe d'égalité de traitement qui s'applique à tous les points de l'ordre du jour.

Il est admis que les questions relatives au désarmement nucléaire et aux matières fissiles seront examinées au titre des points 1 et 2 de l'ordre du jour, conformément à la pratique adoptée au cours des années précédentes concernant l'examen informel de tous les points de l'ordre du jour. La question du désarmement nucléaire sera examinée en premier et suivie par la question d'un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires. Les autres thèmes, notamment les principaux que sont la prévention d'une course aux armements dans l'espace et les arrangements internationaux efficaces visant à garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes, seront examinés au titre des points 3 à 7, conformément à la pratique adoptée lors des années précédentes pour l'examen informel de tous les points de l'ordre du jour. Le calendrier provisoire ne préjuge pas de l'article 30 du Règlement intérieur, qui dispose que tout État membre de la Conférence a le droit de soulever en séance plénière une question ayant trait aux travaux de la Conférence et a l'entière possibilité d'exposer ses vues sur toute question qui, à son avis, mérite de retenir l'attention. Dans ce contexte, je vous rappelle que si la Conférence se met d'accord pour examiner un sujet particulier, ce sujet pourra être examiné dans le cadre de l'ordre du jour qui a été adopté.

En conclusion, je vous invite à centrer votre attention, dans un premier temps, sur la poursuite des efforts entrepris pour identifier les éléments qui nous rapprochent de l'adoption d'un programme de travail concerté. J'espère que l'échange de vues de ce matin et les consultations qui suivront contribueront à cet objectif. Dans un deuxième temps, je vous inviterai à procéder à l'analyse thématique de tous les points de l'ordre du jour, afin que nous soyons mieux préparés à engager un travail de fond sur des négociations, peut-être dans un proche avenir. Dans un troisième temps, nous espérons être en mesure d'organiser, avant la fin de notre mandat, un échange de vues sur les autres moyens possibles, qui sont nombreux, de revitaliser la Conférence. Il serait par ailleurs utile de se pencher sur les préoccupations du groupe informel d'États observateurs s'agissant de l'élargissement de la Conférence.

Je termine en vous invitant à continuer de faire un usage productif des séances préliminaires. Efforçons-nous d'adopter l'état d'esprit qui a permis la conclusion des accords qui ont amélioré la sécurité du monde. Cet appel sera probablement repris par les nombreux dignitaires qui viendront bientôt pour le débat de haut niveau de la Conférence.

Avant de passer à la liste des orateurs pour l'échange de vues sur les points à inclure dans le programme de travail, je voudrais faire certaines observations spécifiques qui – je l'espère et m'en remets à Dieu – encourageront, orienteront et inspireront cet échange qui, nous n'en doutons pas, sera aussi interactif et opportun que possible.

Conformément à l'article 28 du Règlement intérieur, le Président de la Conférence doit soumettre aux États membres un programme de travail et un calendrier d'activités pour les séances plénières de la Conférence. Cette responsabilité est d'abord celle du Président, mais en fin de compte, je crois qu'elle est aussi une responsabilité collective. Nous poursuivons les consultations entreprises par la présidence canadienne. À l'occasion de la présente séance plénière, je vous exhorte à engager un échange de vues pour déterminer s'il est possible d'identifier de nouveaux éléments susceptibles de figurer dans le programme de travail. Je reconnais qu'il est difficile de concevoir de nouvelles démarches alors que cela fait une quinzaine d'années que nous examinons des propositions avec le plus grand soin. Je vous le dis, ce n'est pas facile. Je crois néanmoins que cet exercice est utile, même si on peut dire que nous disposons d'ores et déjà de certaines propositions, notamment dans les documents CD/1864, CD/1889 et CD/WP.559. Il y a une bonne dizaine d'années que les initiatives, propositions et idées se succèdent, mais le fait est qu'aujourd'hui, nous n'avons toujours pas de programme de travail. Continuons donc à travailler de manière officielle pour déterminer s'il existe une réelle base politique pour parvenir à un accord. Faisons en sorte que la question du programme de travail ne devienne pas ce que je qualifierai d'obstacle rituel.

Je voudrais tout d'abord vous rappeler que le Secrétaire général a lui-même, dans cette salle et au cours de nos échanges il y a quelques semaines, fait référence au programme de travail de 2009, et plus spécifiquement au document CD/1864, et qu'il a également fait référence à l'existence de dénominateurs communs pour adopter cette proposition ou une proposition comparable par consensus. Le Secrétaire général s'est également demandé si un processus officieux pouvait être engagé avant l'ouverture de négociations officielles. Il s'est posé cette question dans le contexte des matières fissiles, mais la question pouvait être comprise comme une invitation à examiner cette option de façon plus générale, plus large et plus thématique, toujours dans le cadre de la Conférence du désarmement, afin de mettre au point et de produire une proposition de programme de travail.

Autre idée dont je voulais faire état, la solution d'un programme de travail simplifié a été proposée, comme nous le savons, et il serait par conséquent utile de savoir ce que vous en pensez, comment vous envisageriez la possibilité d'un programme de travail minimaliste. S'agirait-il uniquement d'un calendrier d'activités? Comment résoudrions-nous les questions relatives aux mandats de négociation, à la désignation de coordonnateurs et à la création de groupes de travail? Certains interprètent le Règlement intérieur comme ne nécessitant pas du programme de travail qu'il comporte la création de groupes de travail, mais uniquement l'établissement d'un calendrier d'activités de la Conférence. Je pense en particulier à l'article 28. À cet égard, il convient de rappeler le modèle proposé dans la décision que la Conférence du désarmement a adoptée en 1990, dans le document CD/1036; il y est question de souplesse, ainsi que d'un calendrier hebdomadaire d'activités, mais pas nécessairement d'un accord sur des organes subsidiaires ou sur des mandats. La Conférence a utilisé ce système comme programme de travail jusqu'en 1997. Les avantages que cette méthode pouvait présenter, pour ses partisans, étaient qu'elle permettait d'éviter la difficulté liée à la création de mandats et que les États membres pouvaient centrer progressivement leur attention sur le travail de fond et sur le travail thématique.

Une troisième idée à prendre en considération est la solution de mandats distincts pour des organes subsidiaires autonomes. En 1998, faute de l'adoption d'un programme de travail, les décisions CD/1501 et CD/1547 désignant des coordonnateurs spéciaux thématiques et établissant deux comités spéciaux – l'un sur les garanties de sécurité négatives et l'autre sur la cessation de la course aux armements nucléaires et sur le désarmement nucléaire – ont été prises séparément. En 2008, les Présidents de la Conférence ont désigné des coordonnateurs pour les points de l'ordre du jour et établi, à l'attention de la Conférence, un cadre organisationnel comprenant un calendrier de séances. Les coordonnateurs ont tenu des séances officielles et rendu compte de leurs résultats aux Présidents. Les tenants de l'établissement de mandats séparés pour des organes subsidiaires spécifiques pensent que cette démarche donnerait plus de souplesse pour engager un travail de fond et permettrait d'éviter les couplages entre les questions centrales, éliminant du même coup les éventuelles interférences susceptibles de limiter les progrès à venir.

Nous avons des options, nous avons des éléments, et je vous invite à prendre en compte ces différentes possibilités pour tenter de produire un texte viable dans le contexte actuel. N'oublions pas que la longue histoire du multilatéralisme démontre que dans les situations critiques (ce qui est bien le cas de la situation actuelle, puisqu'elle se prolonge), le consensus est généralement atteint sur la base de termes généraux contenant des ambiguïtés à la fois évitables et inévitables. Cela fait partie de la culture du multilatéralisme. J'espère qu'aujourd'hui, nous pourrions réfléchir dans le but de faciliter nos travaux à venir.

Cela étant, je voudrais maintenant donner la parole à M. Rao, Ambassadeur et Représentant permanent de l'Inde, et je précise que les cinq premières délégations à prendre la parole seront l'Inde, comme je l'ai dit, les Philippines, la Colombie, le Brésil et le Pérou.

M. Rao (Inde) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de me joindre à vous pour exprimer nos condoléances à l'Ambassadrice de la Nouvelle-Zélande après la tragédie qui a frappé ce pays.

Puisque c'est la première fois que nous prenons la parole sous votre présidence, permettez-moi de dire que nous sommes heureux de voir le Chili, membre du Groupe des 21 et pays avec lequel nous entretenons des liens d'amitié et des relations en constante évolution, présider les travaux de la Conférence du désarmement. Nous tenons également à vous remercier d'avoir engagé des consultations et vous assurons de notre appui dans vos efforts pour faire avancer les travaux de la Conférence.

L'Inde attache une grande importance à la Conférence du désarmement, unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement. La Conférence réunit tous les acteurs pertinents et son règlement intérieur apporte aux États membres l'assurance que leurs intérêts de sécurité sont pleinement protégés dans le cadre des travaux de la Conférence. La vocation principale de cette instance est de négocier des traités multilatéraux d'application universelle. Les discussions qui s'y déroulent en séance plénière officielle, officieuse ou autre ne remplacent pas les négociations.

Avec l'adoption de l'ordre du jour pour la session de 2011, lors de sa première séance, le 25 janvier 2011, la Conférence a franchi une étape significative sur la voie de l'exercice de ses responsabilités. Nous appuyons l'initiative du Président de consacrer la séance plénière d'aujourd'hui à la prochaine étape prioritaire, qui consiste à nous mettre d'accord sur un programme de travail.

Vous vous en souvenez peut-être, la Conférence a adopté par consensus un programme de travail pour 2009, lequel figure dans le document CD/1864, qui était le résultat d'un compromis difficile. La Réunion de haut niveau destinée à revitaliser les travaux de la Conférence du désarmement et à faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement, qui s'est tenue à New York le 24 septembre 2010, a démontré que le résultat atteint en mai 2009 au prix d'un travail acharné et d'un compromis durement gagné représentait une base réaliste pour un accord. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a fait sienne cette assertion dans le message qu'il a adressé à la Conférence du désarmement, le 26 janvier 2011.

Nous l'avons déjà dit précédemment, l'Inde ne s'opposera pas à un consensus sur un programme de travail reposant sur la décision contenue dans le document CD/1864 et adoptée par consensus, pour autant que cette décision permette à la Conférence d'engager rapidement un travail de fond, y compris la négociation d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Cela ne préjuge en rien de la priorité que nous accordons au désarmement nucléaire.

Toutefois, s'il n'y a pas consensus sur un programme de travail, il appartient au Président de la Conférence du désarmement de poursuivre ses consultations pour susciter le consensus nécessaire sur un programme de travail acceptable susceptible de permettre à la Conférence d'exercer ses responsabilités. Nous appuyons les négociations sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles à la Conférence du désarmement dans le cadre de son programme de travail. Nous ne souhaitons pas une remise en cause de l'ancien consensus au sujet d'un mandat sur la question des matières fissiles, clairement affirmé dans le document CD/1299, lequel repose lui-même sur la résolution adoptée par consensus par l'Assemblée générale en 1993.

L'Inde continuera à contribuer aux discussions de la Conférence afin de permettre à cette instance d'engager un travail de fond en parvenant dès que possible à un consensus sur son programme de travail.

M. Garcia (Philippines) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je tiens à vous féliciter pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. Nous sommes vivement encouragés de voir un ambassadeur doté d'une longue expérience du multilatéralisme et de solides compétences diplomatiques, représentant d'un pays avec lequel les Philippines entretiennent des relations solides et dynamiques, prendre la direction de la Conférence du désarmement. Permettez-moi également de souligner que nous avons apprécié les efforts de votre prédécesseur, l'Ambassadeur du Canada, Marius Grinius.

Monsieur le Président, puisque vous avez indiqué que, sous votre présidence, vous aviez l'intention d'organiser un débat sur le programme de travail, permettez-moi de faire quelques observations à ce sujet. À l'image de nombreuses délégations ici présentes, ma délégation estime que les programmes de travail qui figurent dans les documents CD/1864 (soumis en 2009 par la présidence algérienne) et CD/1889 (soumis en 2010 par la présidence brésilienne) représentent toujours deux bonnes bases sur lesquelles il serait possible de construire un programme de travail pour 2011. En tant qu'État observateur membre du Groupe des 21 et membre du Mouvement des pays non alignés, nous nous joignons à nos collègues pour exprimer notre souhait de voir se concrétiser un programme de travail équilibré qui attache une attention égale à toutes les questions centrales, particulièrement en ce qui concerne la nécessité d'ouvrir des négociations sur un programme progressif en vue de l'élimination complète des armes nucléaires selon un calendrier précis, y compris une convention sur les armes nucléaires.

Permettez-moi également d'appeler une nouvelle fois l'attention sur le Document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 2010, lequel exhorte la Conférence du désarmement à prendre des mesures susceptibles d'avoir une incidence directe sur le programme de travail, à savoir la constitution immédiate d'un organe subsidiaire pour traiter du désarmement nucléaire, dans le cadre d'un programme de travail concerté, complet et équilibré (mesure n° 6); l'ouverture d'un débat de fond sur la question des garanties de sécurité négatives, sans exclure un instrument qui aurait force obligatoire à l'échelle internationale (mesure n° 7); et l'ouverture immédiate de négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, compte tenu du rapport Shannon (mesure n° 15).

Ma délégation tient également à souligner l'importance qu'elle attache à la question centrale des garanties de sécurité négatives, notamment s'agissant du renforcement des zones exemptes d'armes nucléaires. En tant qu'État faisant partie de la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est, les Philippines apprécient la contribution tangible que cette zone apporte à la vision du «Global zero» («zéro nucléaire») et, en conséquence, nous souhaitons promouvoir la coopération et le dialogue sur ces zones à la Conférence du désarmement.

En tant que membre du groupe informel d'États observateurs à la Conférence du désarmement, les Philippines sont fermement convaincues que la question de l'élargissement doit être inscrite à l'ordre du jour de cette instance. Le Règlement intérieur de la Conférence requiert la révision périodique de cette question, et nous avons le sentiment qu'il est grand temps que la Conférence procède à cette révision, étant donné que le dernier élargissement remonte à plus de dix ans. Nous exhortons une nouvelle fois la Conférence du désarmement à désigner un rapporteur spécial chargé de cette question, afin de faciliter les discussions, sans préjuger de leurs résultats, lesquels, en tout état de cause, dépendront de la décision consensuelle de l'ensemble des États aujourd'hui membres de la Conférence. Je tiens également à préciser que le groupe informel d'États observateurs est prêt à participer de façon constructive et active aux travaux de la Conférence sous votre présidence.

En conclusion, Monsieur le Président, je tiens à vous remercier d'avoir fait écho à nos préoccupations dans votre déclaration liminaire. Permettez-moi à présent de vous remercier de m'avoir donné l'occasion d'exprimer le point de vue de ma délégation sur le programme de travail de la Conférence du désarmement, et d'exprimer notre plein appui au succès de votre présidence.

M. Valencia Muñoz (Colombie) (*parle en espagnol*): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement et de vous assurer de l'appui et de la coopération indéfectibles de la Colombie dans les efforts que vous ferez au cours des quatre semaines à venir. Nous tenons également à exprimer toute notre sympathie et notre solidarité à la délégation et au peuple néo-zélandais.

Monsieur le Président, merci de nous donner aujourd'hui l'occasion d'échanger nos points de vue sur ce que devrait être le contenu d'un programme de travail équilibré et complet, élément essentiel au démarrage de notre travail de fond en 2011. Nous espérons qu'après la présente séance plénière, nous aurons une image plus précise de la situation actuelle, que nous aurons identifié les éléments qui nous rapprochent, et que nous serons disposés à nous concentrer sur ces éléments et à commencer à travailler à la Conférence.

Au cours des semaines écoulées, il a été rappelé à plusieurs reprises que le programme de travail était un calendrier d'activités pour chaque séance, conformément à l'article 28 de notre règlement intérieur. Dans le même temps, d'autres délégations ont affirmé que pour être utile et valide, un programme de travail devait nécessairement établir des organes subsidiaires dotés d'un mandat de négociation, comme ce fut le cas du programme de travail approuvé en 2009 (CD/1864), lequel est considéré par beaucoup jusqu'à ce jour comme le modèle par excellence.

De notre point de vue, toujours dans le contexte du Règlement intérieur, le programme de travail est un guide à l'organisation de nos travaux, un calendrier de séances et de thèmes destiné à nous permettre de travailler sur la base de l'ordre du jour établi, lequel, fort heureusement, a été adopté au cours de la première séance plénière de la session de 2011.

Le lien entre l'article 28 du Règlement intérieur, consacré au programme de travail, et l'article 23, qui porte sur l'établissement d'organes subsidiaires et sur leur mandat, lien qui a été invoqué à plusieurs reprises au cours de ces dernières années, représente bien une solution, mais non pas la seule.

Ma délégation reste souple en ce qui concerne n'importe laquelle de ces approches. Cependant, nous avons identifié une exigence qui s'applique à toutes ces approches, à savoir la nécessité de nous procurer un calendrier nous permettant d'accomplir le mandat de négociation qui nous a été confié. Le débat sur le programme de travail ne doit pas nous empêcher d'avancer. Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre une année de plus sans accomplir notre mission.

Au cours de ces derniers jours, on a souvent entendu dire dans cette salle que la prochaine étape logique serait d'engager des négociations sur un point de l'ordre du jour qui est déjà mûr pour la négociation. Cependant, après les échanges fructueux qui ont eu lieu sous la présidence canadienne, il apparaît qu'un quasi-consensus existe sur d'autres questions qui semblent également être arrivées à maturité. C'est pourquoi nous nous demandons si cette dynamique ne signifie pas qu'il serait logique d'entreprendre plus d'une tâche à la fois. La question est ouverte.

Cependant, comme l'a déclaré en toute franchise l'Ambassadeur du Brésil au cours des séances précédentes, ce qui manque le plus à la Conférence, c'est la volonté politique nécessaire pour aller de l'avant.

Or, la volonté politique requiert souplesse et créativité. D'une part, la souplesse signifie le courage de reconnaître les besoins de chacun et de faire des concessions au nom du bien commun, ce qui ne signifie pas que chaque pays doive renoncer à ses intérêts légitimes. Au contraire, la rigidité de notre règlement intérieur est le meilleur garant que jamais le produit de nos négociations n'ira à l'encontre des intérêts nationaux.

D'autre part, la volonté politique fait appel à la créativité et au désir de faire naître plusieurs formules qui prennent en compte les préoccupations et les aspirations de chaque État, afin de progresser vers un résultat propre à faire de ce monde un monde plus sûr pour chacun de nous.

Nous avons tous notre part de responsabilité dans ce travail, lequel ne peut être laissé au hasard en fonction de la présidence du moment. Si l'article 29 du Règlement intérieur fait obligation à la présidence d'élaborer un programme de travail, chaque délégation peut contribuer à faire sortir la Conférence de l'ornière.

À cette fin, nous disposons d'un large éventail de projets, de documents, de propositions et d'études, c'est-à-dire, en résumé, d'une abondante matière susceptible de nous offrir une base pour nous mettre d'accord et commencer à travailler.

Or, travailler, c'est négocier. Tel est le maître mot. La raison d'être de cette instance est de négocier sur des questions de fond, et non pas sur des questions de procédure. La Conférence du désarmement ne peut se limiter indéfiniment à des délibérations, aussi intéressantes soient-elles. Elle doit montrer qu'elle s'acquitte de son mandat. N'oublions pas que la Conférence est un moyen et non une fin en soi. La fin, c'est d'établir un monde plus sûr et libéré de toute menace.

La Colombie est disposée à faire preuve de souplesse et d'inventivité, comme elle l'attend des autres membres. Mon pays est fermement attaché à cette instance, et nous espérons que les négociations commenceront dans un proche avenir. Nous espérons que c'est le souhait de chacun.

M. Macedo Soares (Brésil) (*parle en espagnol*): Monsieur le Président, Monsieur l'Ambassadeur Pedro Oyarce, je tiens tout d'abord à vous féliciter pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. Je vous souhaite le plein succès dans l'exercice de votre fonction, sachant que de votre succès dépendra le succès de la Conférence. Vous pouvez compter sur l'amitié et l'appui de la délégation brésilienne dans vos efforts. Les paroles que vous avez prononcées au début de la présente séance ont apporté la démonstration éclatante du dévouement et de l'intelligence que vous vous apprêtez à mettre au service de votre mandat.

(*L'orateur poursuit en anglais*)

En deuxième lieu, je tiens à remercier l'Ambassadeur Marius Grinius, du Canada, du dévouement dont il a fait preuve au cours des quatre semaines écoulées, période pendant laquelle il a présidé nos travaux.

Monsieur le Président, puisque vous accédez aujourd'hui à votre nouvelle fonction, l'idée de promouvoir un échange de vues sur le programme de travail est bienvenue et arrive à point nommé. Le Règlement intérieur dispose clairement qu'il incombe à la présidence de soumettre à la Conférence un programme de travail pour examen et adoption. L'article 28 définit certaines lignes directrices à cet égard.

En premier lieu, la Conférence du désarmement doit établir son programme de travail sur la base de son ordre du jour, lequel a été adopté le 25 janvier 2011 sous la cote CD/WP.562. En deuxième lieu, le programme de travail doit être défini au début de chaque session. C'est pourquoi chaque Président doit prioritairement s'attacher à susciter l'adoption du programme de travail le plus rapidement possible.

En troisième lieu, le programme de travail doit comporter un calendrier d'activités pour la session de la Conférence du désarmement. Par cette disposition, le Règlement intérieur précise qu'un calendrier d'activités ne se limite pas au mandat du Président en exercice. Les six Présidents de chaque session annuelle de la Conférence du désarmement travaillent sur la base du calendrier d'activités qui accompagne le programme de travail. Tous les Présidents doivent se conformer au programme de travail, de sorte que celui-ci n'a pas pour origine telle ou telle présidence de la Conférence, mais la Conférence dans son ensemble.

En quatrième lieu, le programme de travail et le calendrier d'activités étant fondés sur l'ordre du jour, ils doivent en couvrir tous les points. Le programme de travail et le calendrier d'activités ne doivent négliger aucun point de l'ordre du jour. En cinquième lieu, le programme de travail doit prendre en compte les recommandations adressées à la Conférence du désarmement par l'Assemblée générale des Nations Unies, les propositions présentées par les États membres de la Conférence du désarmement et les décisions de la Conférence elle-même.

Dans ce contexte, je rappelle qu'à sa soixante-cinquième session, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté un certain nombre de résolutions dans lesquelles elle a adressé des recommandations à la Conférence du désarmement. Dans ses résolutions 65/56, 65/65 et 65/85, l'Assemblée générale a appelé la Conférence du désarmement à commencer dès que possible son travail de fond pendant sa session de 2011 à travers l'adoption d'un programme de travail.

Dans sa résolution 65/65, l'Assemblée générale a également appelé la Conférence du désarmement à établir, dès que possible et en priorité, au début de 2011, un comité spécial sur le désarmement nucléaire, et à ouvrir des négociations sur un programme progressif de désarmement nucléaire devant conduire à l'élimination totale des armes nucléaires selon un calendrier précis.

Dans sa résolution 65/80, l'Assemblée générale a prié la Conférence du désarmement d'ouvrir des négociations dans le but de parvenir à un accord sur une convention internationale interdisant l'emploi ou la menace de l'emploi des armes nucléaires en toutes circonstances, et de rendre compte des résultats de ces négociations. Dans ses résolutions 65/56, 65/61, 65/65 et 65/72, l'Assemblée générale a exhorté la Conférence du désarmement à engager immédiatement des négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires.

Dans sa résolution 65/44, l'Assemblée générale a invité la Conférence du désarmement à créer un groupe de travail au titre du point de son ordre du jour relatif à la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Dans sa résolution 65/43, l'Assemblée générale a recommandé à la Conférence du désarmement de poursuivre activement les négociations entreprises dans le but de parvenir rapidement à un accord et de conclure des arrangements internationaux efficaces garantissant les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de l'emploi de ces armes. Dans sa résolution 65/46, l'Assemblée générale a prié la Conférence du désarmement d'envisager l'élaboration de principes susceptibles de servir de cadre à des accords régionaux relatifs à la limitation des armes classiques, et elle l'a informée qu'elle attendait de sa part un rapport en la matière.

S'agissant des propositions présentées par les États membres en 2010, je rappelle qu'elles sont au nombre de deux et je crois qu'elles sont toujours en cours d'examen par les États membres. Elles font l'objet des documents CD/WP.559 (document présenté par la présidence biélorussienne) et CD/1889 (document présenté par la présidence brésilienne de la Conférence). Le rapport établi en 2010 par la Conférence du désarmement, publié sous la cote CD/1900, pourrait aider cette instance dans l'élaboration d'un programme de travail.

Je viens de présenter mes observations de façon quelque peu schématique, afin de montrer que le Règlement intérieur offrait déjà un bon point de départ dans notre recherche d'un programme de travail acceptable. Nous avons une feuille de route. Pourtant, nous savons tous que certains États ne souhaitent ouvrir des négociations que sur un seul point de l'ordre du jour, alors qu'un État au moins a des difficultés en ce qui concerne le mandat proposé pour de telles négociations.

Malgré tout, il est toujours utile de rappeler qu'un grand nombre de pays ici représentés, dont le Brésil, sont prêts à examiner les propositions relatives à l'ouverture de négociations sur l'une quelconque des quatre questions centrales inscrites à l'ordre du jour (désarmement nucléaire, matières fissiles, prévention d'une course aux armements dans l'espace, garanties de sécurité négatives) et sur tout autre question se rapportant à l'ordre du jour, sachant que notre engagement et notre objectif véritables consistent à promouvoir efficacement le désarmement nucléaire. Ce matin, comme souvent auparavant, nous avons entendu parler de la nécessité de préserver la sécurité d'un certain État; en règle générale, ce point est évoqué par les États qui possèdent des armes nucléaires. Le besoin de sécurité est commun à tous les pays, et plus encore peut-être s'agissant de ceux qui ne possèdent pas d'armes nucléaires.

M. Rojas Samanez (Pérou) (*parle en espagnol*): Merci beaucoup, Monsieur le Président. Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement et de vous souhaiter plein succès dans vos travaux. Le Pérou se réjouit de voir un pays ami, le Chili, avec lequel il est lié non seulement par l'histoire et la géographie, mais aussi par le profond désir des deux peuples de réaffirmer constamment les principes et objectifs de la Charte des Nations Unies, présider la Conférence du désarmement. J'éprouve un immense plaisir à réaffirmer l'appui et la coopération indéfectibles de mon pays en faveur de la réalisation des objectifs que vous, Monsieur le Président, avez fixés à cette instance.

La région de l'Amérique latine et des Caraïbes a déjà fait la démonstration de son engagement en faveur de la paix et de la sécurité internationales, une réalité abondamment soulignée dans cette instance. La preuve la plus manifeste de cet engagement est sans doute la création, dans notre région, il y a plus de quarante ans de cela, de la première zone exempte d'armes nucléaires en région densément peuplée, en application du Traité de Tlatelolco. Cette initiative a été suivie d'autres arrangements et initiatives de diverses natures, dans diverses régions et dans divers domaines du désarmement, ce qui traduit davantage encore l'attachement de nos pays à la paix. C'est là une autre raison pour laquelle nous sommes très heureux de vous voir présider nos débats.

Je serai bref, et limiterai mon intervention aux thèmes relatifs à l'organisation de nos travaux.

Durant la présidence de notre collègue et ami, l'Ambassadeur Marius Grinius, du Canada, que mon pays tient tout particulièrement à remercier pour sa direction éclairée des travaux de cette instance, nous avons assisté à des échanges intenses, intéressants et instructifs entre les membres de la Conférence concernant les points de l'ordre du jour qui préoccupent la plupart d'entre nous. La profondeur de ces échanges et l'intérêt qu'ils ont suscité démontrent une grande maturité, de sorte que pour nous, certains des points de l'ordre du jour sont mûrs pour un examen plus détaillé et, pourquoi ne pas le dire, pour l'ouverture de négociations de fond, lesquelles sont la raison d'être de cette instance.

Pourtant, nous avons également entendu un certain nombre de points de vue et de renseignements utiles concernant des questions de procédure. Lors de cet échange de vues, nous avons tous estimé que notre règlement intérieur autorise la Conférence à traiter des thèmes dignes d'intérêt pour nos séances plénières, ce qui correspond exactement à ce que nous faisons depuis que nous avons commencé la première partie de la présente session de la Conférence. Je crois aussi que les références aux articles 27 et 28 du Règlement intérieur, lesquels détaillent la façon dont la Conférence doit organiser ses travaux sur la base d'un ordre du jour et d'un programme de travail «qui comprend un calendrier de ses activités pour la session considérée», étaient particulièrement claires.

En conséquence, ma délégation pense que nous pourrions traiter l'ensemble des points de notre ordre du jour en séance plénière, d'une façon qui nous permettrait d'aller au-delà de l'échange de vues préliminaires et de l'expression des positions nationales.

S'appuyant sur son attachement indéfectible à la paix et son intime conviction que la première priorité dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération est et doit rester le désarmement nucléaire, y compris la cessation de la course aux armements nucléaires, ma délégation propose que nous procédions, en séance plénière et sans plus tarder, à l'examen des points 1 et 2 de l'ordre du jour, ce qui nous permettrait de traiter deux des quatre «questions centrales», le désarmement nucléaire et les matières fissiles. Dans le but d'utiliser plus efficacement le temps dont nous disposons et de mieux organiser nos discussions, nous pourrions, comme cela a été souligné à maintes reprises à la Conférence du désarmement, nous appuyer sur les propositions existantes concernant ces questions, notamment les propositions du Costa Rica et de la Malaisie concernant un modèle de convention sur les armes nucléaires, ou toute autre proposition susceptible d'être de quelque utilité en ce domaine. S'agissant de la question des matières fissiles, nous avons aussi, outre le mandat Shannon, des propositions très complètes élaborées par divers membres de la Conférence, auxquelles nous pourrions nous référer lors de l'élaboration des textes proposés.

Pour ce qui est des autres questions centrales et des autres points de l'ordre du jour, nous pourrions et devrions procéder par étapes au cours de nos délibérations.

Pour certaines délégations, les idées que je viens d'exposer traduiront sans doute un excès d'optimisme, voire de naïveté. Ces personnes seront surprises d'entendre que mon pays est profondément conscient des impératifs militaires et stratégiques qui existent au niveau mondial et dans certaines régions, et qui sont à l'origine de la stagnation qui paralyse la Conférence du désarmement depuis plus de quinze ans.

Pourtant, après mûr examen de ces mêmes impératifs, on comprend l'urgence qu'il y a à les traiter par la diplomatie et la négociation multilatérale pour atteindre pleinement l'objectif essentiel d'une sécurité non diminuée pour tous les États avec des niveaux d'armements considérablement réduits. Pour nous, toute autre affirmation revient à ignorer la réalité, au risque de la voir nous frapper de façon à la fois soudaine et brutale et nous rappeler son existence.

M. Strohal (Autriche) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de me joindre à vous et d'exprimer nos condoléances à la Nouvelle-Zélande. Qu'il me soit également permis de vous féliciter pour votre accession à la présidence, et de former l'espoir que, sous votre direction, la Conférence progressera de façon significative vers la reprise de ses travaux. Je voudrais également saisir cette occasion pour remercier chaleureusement le Président sortant, l'Ambassadeur Grinius, et ses collaborateurs, pour les efforts inlassables qu'ils ont accomplis et pour la qualité de leur direction. Enfin, je me joins à vous pour souhaiter la bienvenue à notre nouveau collègue belge.

Il est vrai qu'au cours de ces dernières semaines, nous avons assisté à une multiplication des déclarations, qui a donné lieu à des séances plénières animées et intéressantes. Nous avons eu des discussions productives sur les principaux points de l'ordre du jour, complétées par des discussions ciblées à l'extérieur de la Conférence du désarmement. Notre délégation s'est félicitée des discussions consacrées à la question des matières fissiles, auxquelles ont participé des experts venus des capitales, ainsi que du débat thématique d'hier consacré au rôle de la société civile et à la promotion de sa participation. Nous appuyons ces initiatives. Dans le même temps, nous reconnaissons qu'elles ne peuvent se substituer à l'activité principale de la Conférence. C'est pourquoi l'Autriche se félicite tout particulièrement des efforts que vous faites pour permettre un accord rapide (plus si rapide que cela, en fait) sur un programme de travail, et nous voudrions faire des commentaires sur la façon éventuelle d'avancer au cours de la présente session.

Je voudrais faire quelques remarques. Les délégations connaissent très bien l'article 28 de notre règlement intérieur, lequel prévoit qu'un programme de travail comprenant un calendrier d'activités doit être adopté pour chaque session annuelle. Ma délégation estime qu'un programme de travail c'est précisément, par essence, un calendrier qui répartit le temps entre les différents points de l'ordre du jour pour permettre un travail de fond efficace. C'est pourquoi nous apprécions les efforts que vous avez faits pour établir un calendrier pour les semaines à venir. Dans le même temps, en 2009, la Conférence du désarmement est parvenue à un consensus sur un programme de travail détaillé, souvent cité comme le modèle par excellence, et l'Autriche serait favorable, il va sans dire, à l'adoption d'un programme de travail identique ou d'un programme de travail reposant sur les propositions ultérieures, voire sur des propositions différentes. Ce programme ne préjugerait en rien de la nature concrète de nos travaux. En fait, le but d'un programme est de permettre des négociations de fond, et non pas d'y faire obstacle. La nature de nos travaux est déjà clairement énoncée dans l'ordre du jour. En outre, comme nous l'a rappelé notre estimé collègue brésilien, l'Assemblée générale s'est très clairement prononcée sur la façon dont elle souhaite que la Conférence du désarmement procède.

Nous avons peut-être un enseignement à tirer de l'expérience de 2009. Comme c'est le cas ailleurs, la valeur de nos décisions est déterminée par les actions qui les suivent, par les actes qui suivent les annonces. C'est pourquoi ma délégation espère non seulement que nous parviendrons à adopter un programme de travail dès que possible, mais aussi que nous débloquerons la situation en amorçant l'exécution de ce programme de travail. Un programme de travail n'a de bon que le travail qu'il autorise; il ne remplace pas le travail lui-même. Bien entendu, nous sommes prêts à vous appuyer et à appuyer les autres Présidents de la Conférence, de même que les autres délégations.

M. Akram (Pakistan) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement, et de vous remercier des observations que vous avez faites ce matin sur la façon dont nous allons travailler sous votre présidence. Soyez assuré que nous avons bien l'intention de coopérer pleinement avec vous pour vous faciliter la tâche. Je voudrais également remercier l'Ambassadeur Grinius, du Canada, ainsi que ses collaborateurs, pour le travail admirable qu'ils ont accompli au cours de sa présidence. Puisque j'ai la parole, je voudrais exprimer mes sincères condoléances à notre collègue néo-zélandaise à l'occasion du tremblement de terre dévastateur qui a frappé son pays.

Nous avons toujours dit que la Conférence du désarmement ne tournait pas dans le vide. Nos travaux dépendent de la façon dont la Conférence s'attache à prendre en compte et à servir les intérêts de sécurité de ses États membres. Comme nos collègues, nous sommes désireux d'engager un travail de fond. Nous reconnaissons également que la Conférence du désarmement n'est pas paralysée depuis seulement quelques années, mais depuis au moins douze ans, et que ce blocage est aussi une conséquence des préoccupations sécuritaires de certains États, en tout cas d'un État au moins, ce qui a empêché la Conférence du désarmement de progresser sur le fond au cours de la décennie.

Ma délégation a expliqué très clairement les raisons qui nous ont contraints à nous opposer à l'ouverture de négociations sur un traité visant à interdire la production de matières fissiles. Sans entrer dans les détails, je voudrais simplement rappeler à chacun que cette décision a été motivée par les mesures prises par certains États en violation de leurs propres engagements de non-prolifération et en violation du régime international de non-prolifération, lesquelles mesures nuisent gravement à nos intérêts de sécurité et constituent une menace très sérieuse pour le Pakistan. Pour ces raisons, nous sommes contraints de nous opposer à l'ouverture de négociations sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles à la Conférence du désarmement.

Néanmoins, le Pakistan a toujours indiqué qu'il était disposé à engager un travail de fond et à ouvrir des négociations sur les autres questions centrales dont nous sommes saisis, en particulier sur le désarmement nucléaire, les garanties de sécurité négatives et la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Nous sommes également prêts à négocier sur certains des autres points de notre ordre du jour qui, on ne sait trop pourquoi, ne sont pas considérés comme essentiels, mais qui n'en demeurent pas moins inscrits à l'ordre du jour. Je voudrais également rappeler à tous nos collègues que la Conférence du désarmement n'a pas pour seule vocation de négocier un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. En fait, pendant de nombreuses années, aucun point intitulé «traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles» n'a figuré à notre ordre du jour. À l'inverse, la question du désarmement nucléaire figure à notre ordre du jour depuis la création de la Conférence, sans que le moindre progrès ait été fait dans le règlement de cette question primordiale.

C'est pourquoi notre désaccord sur l'ouverture de négociations sur la question des matières fissiles ne doit pas nous empêcher d'ouvrir des négociations sur les autres questions centrales dont nous sommes saisis. Nous devons engager des négociations sur les questions pour lesquelles un consensus est possible. Le Pakistan a très clairement expliqué les raisons pour lesquelles il ne pouvait s'associer à un consensus sur l'ouverture de négociations sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Nous n'avons entendu aucun argument clair et cohérent susceptible de nous fournir une explication quant aux raisons pour lesquelles il serait impossible d'ouvrir ici des négociations sur le désarmement nucléaire, les garanties de sécurité négatives ou la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Je voudrais bien entendre de tels arguments, car cela nous permettrait exactement de savoir où nous en sommes.

Enfin, Monsieur le Président, je vous encourage à nous soumettre un programme de travail qui prenne en compte les réalités qui prévalent à la Conférence du désarmement.

M^{me} Sirisena (Sri Lanka) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, Sri Lanka tient à s'associer à vous et aux autres orateurs et adresser nos condoléances à la Nouvelle-Zélande à la suite du tremblement de terre dévastateur qui a frappé ce pays.

Permettez-nous également de vous féliciter pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. Ma délégation est heureuse de voir le Chili, pays membre, comme le nôtre, du Groupe des 21, accéder à la présidence de cette instance. Nous avons été témoins de votre dynamisme dans le cadre des réunions de la Convention sur les armes biologiques qui ont eu lieu en 2010, et nous sommes convaincus que vous ferez preuve du même professionnalisme et du même dévouement dans l'exercice des responsabilités qui vous incombent à la Conférence du désarmement. Soyez assuré de notre appui et de notre coopération indéfectibles dans les efforts que vous entreprendrez pour sortir la Conférence du désarmement de l'ornière.

La Conférence du désarmement vit une époque cruciale de son existence, qui exige de ses membres qu'ils poursuivent leurs efforts concertés pour parvenir rapidement à un accord sur le programme de travail de la présente session annuelle. Dans ce contexte, la proposition que vous avez partagée avec les Coordonnateurs régionaux hier lors de vos consultations présidentielles, et aujourd'hui avec nous, laquelle consiste à échanger nos points de vue sur le programme de travail et à organiser des discussions ciblées sur l'ensemble des points de l'ordre du jour de la Conférence, arrive à point nommé et présente un intérêt particulier. Nous sommes convaincus qu'un débat ouvert et transparent sur le programme de travail vous permettra, en tant que Président de la Conférence du désarmement, d'identifier les éléments d'un possible projet de programme de travail. Nous vous proposons d'engager des consultations sur ce projet d'éléments afin de tenter d'édifier un consensus à la Conférence, en tenant compte des préoccupations de toutes les délégations.

Dans sa déclaration du 8 février 2011, l'Ambassadrice de Sri Lanka a déjà exposé la position de notre pays concernant les diverses questions de fond dont la Conférence du désarmement est saisie. Je tiens à réaffirmer que Sri Lanka attache une grande importance à la Conférence du désarmement en tant qu'unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement. Pour que le rôle unique de cette instance demeure préservé, il est primordial que la Conférence engage un travail de fond reposant sur un programme de travail équilibré et complet. Nous sommes de l'avis que des débats ciblés sur tous les points de l'ordre du jour peuvent et doivent nous aider à mieux comprendre nos positions respectives et à renforcer ainsi les efforts que vous-même et vos successeurs menez pour sortir la Conférence du désarmement de l'ornière. Nous vous souhaitons une présidence fructueuse et vous réitérons notre volonté de coopérer sans faille avec vous.

M. Khelif (Algérie) (*parle en arabe*): La délégation algérienne tient tout d'abord à s'associer aux orateurs précédents et à exprimer ses condoléances et sa sympathie à la délégation néo-zélandaise à la suite de la catastrophe naturelle qui s'est abattue sur le pays.

L'Ambassadeur Jazaïry, qui préside actuellement une importante réunion à l'Organisation internationale des migrations et qui participera ensuite à une autre réunion dans le cadre du Conseil des droits de l'homme, aurait souhaité participer à cette importante séance pour pouvoir exprimer son plein appui et ses remerciements au nouveau Président de la Conférence, l'Ambassadeur du Chili, M. Pedro Oyarce. Il m'a donc demandé de donner lecture en son nom de la présente déclaration:

«Chaque année, au début de chaque session, nous espérons adopter un programme de travail qui permette à la Conférence de jouer son rôle prééminent. Or, malheureusement, en dépit d'une prise de conscience croissante de la multiplication des dangers qui menacent notre sécurité collective et jusqu'à l'avenir même de l'humanité tout entière, la Conférence du désarmement demeure paralysée. Les menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité du monde et qui découlent essentiellement de l'existence des armes nucléaires sont omniprésentes. Dans ce contexte, l'Algérie souhaiterait très sincèrement voir la Conférence jouer un rôle de premier plan dans l'édification et la promotion d'un monde capable d'éloigner de nos enfants les risques de guerre, de destruction et d'anéantissement. Pour faire face à ces difficultés et à ces dangers, nous devons agir collectivement, conscients de la responsabilité qui nous incombe en tant que membres de cette noble instance. Oui, nous devons travailler avec dévouement au service de notre engagement collectif, sur la base de la compréhension mutuelle, afin de répondre aux préoccupations de sécurité de tous les États, tout en rejetant les conceptions égoïstes. Nous avons engagé un échange constructif et fructueux durant la présidence canadienne. L'examen des différents points de l'ordre du jour a mis en évidence la perception collective de l'importance de la Conférence en tant qu'unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement. En outre, il a mis en avant la volonté collective de travailler sur les quatre questions centrales que sont le désarmement nucléaire, un traité visant à interdire la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et d'autres dispositifs explosifs nucléaires, la prévention d'une course aux armements dans l'espace et les garanties de sécurité négatives. La délégation algérienne souhaite que ces discussions se poursuivent, car elle espère qu'il sera possible de trouver une formule susceptible de nous permettre de commencer à négocier conformément au Règlement intérieur de la Conférence tel qu'il figure dans le document CD/8/Rev.9. Nous remercions l'Ambassadeur du Brésil des éclaircissements qu'il a apportés dans sa déclaration concernant les dispositions du Règlement intérieur qui doivent permettre l'adoption d'un programme de travail. L'important n'est pas d'établir un programme ou un calendrier de travail qui donne l'impression que nous travaillons; pour nous, l'important est d'être capable de transcender nos visions nationales dans l'intérêt

d'une conception globale de la sécurité collective reposant sur la coopération et la confiance, et non sur le doute, la crainte et la confrontation. C'est pourquoi, Monsieur le Président, nous vous encourageons à poursuivre vos efforts pour trouver un moyen créatif de nous permettre de commencer à travailler. Toute initiative qui va dans ce sens, loin de nous faire régresser, doit nous amener à consolider les acquis obtenus jusqu'à aujourd'hui. Pour sortir la Conférence de l'ornière, il faut élaborer une approche globale et équilibrée qui prenne en considération les préoccupations de sécurité de tous les États. Dans ce contexte, la décision CD/1864 de 2009 représente un compromis qui, quoique incomplet aujourd'hui, forme une excellente base sur laquelle nous pouvons commencer un travail de fond.».

(L'orateur poursuit en français)

Monsieur le Président, vous avez évoqué dans votre déclaration liminaire la décision publiée sous la cote CD/1036 comme cadre susceptible de favoriser l'adoption d'un programme de travail. Cette décision a été adoptée en 1990, bien avant notre règlement intérieur actuel qui régit nos travaux et qui a été adopté le 19 décembre 2003. Dans ce contexte, je souhaiterais savoir quelle est la validité de cette décision qui remonte à bien longtemps.

Deuxièmement, Monsieur le Président, votre calendrier indicatif regroupe les points 1 et 2 de l'ordre du jour. Nous souhaiterions vous rappeler à ce sujet que ces deux questions ont été jumelées pour des raisons d'ordre pratique, et que cela ne change rien au fait que la question de la négociation d'un traité sur les matières fissiles a toujours été inscrite à l'ordre du jour sous le point 1 relatif au désarmement nucléaire. En outre, ce jumelage des deux points ne porte pas atteinte à la validité du point 2 de l'ordre du jour relatif à la course aux armements nucléaires. La délégation algérienne estime qu'il reste d'actualité.

Le Président (*parle en espagnol*): Merci beaucoup. Nous avons pris bonne note de vos observations. Je donne la parole au représentant adjoint de Cuba, M. Juan Antonio Quintanilla.

M. Quintanilla Román (Cuba) (*parle en espagnol*): Monsieur le Président, permettez-nous tout d'abord de vous féliciter pour votre accession à la fonction exigeante que représente la présidence de la Conférence du désarmement.

Nous tenons également à saluer les efforts faits au cours de sa présidence par l'Ambassadeur du Canada et sa délégation. Nous exprimons également toute notre sympathie au peuple et au Gouvernement néo-zélandais.

La recherche de solutions multilatéralement négociées et la nécessité de parvenir à des accords collectifs sont le seul moyen de sauvegarder la paix et la sécurité internationales.

Il faut ajouter à cela les mesures destinées à sortir la Conférence de l'impasse dans laquelle elle est plongée depuis plusieurs années. La Conférence est la seule instance multilatérale de négociation sur les questions de désarmement (une expression que nous n'avons cessé de répéter, et à laquelle j'ajouterai: «qui ne négocie pas») et, en tant que telle, elle doit bénéficier de tous les égards dus à son rang.

C'est pourquoi Cuba appuie la reprise des travaux de fond de la Conférence du désarmement à travers l'adoption et l'exécution d'un programme de travail comprenant l'ensemble des éléments de l'ordre du jour de la Conférence. En outre, Cuba appelle à la nécessaire flexibilité vis-à-vis du Règlement intérieur ou dans le cadre d'un dialogue constructif destiné à parvenir à l'adoption d'un programme de travail équilibré et complet prenant en compte l'ensemble des priorités effectives dans le domaine du désarmement et de la limitation des armements.

Se fondant sur ces éléments, Cuba estime, à l'image de nombreux autres pays, que le désarmement nucléaire doit être la priorité absolue de nos travaux.

Nous sommes favorables à la création d'un comité et appelons à l'ouverture de négociations sur un instrument énonçant un programme progressif en vue de l'élimination totale des armes nucléaires selon un calendrier précis et sous un contrôle international strict.

Cuba rejette les tentatives de certains États d'ignorer ou de minimiser l'importance du désarmement nucléaire dans le but d'imposer une approche sélective de la non-prolifération.

S'agissant d'un possible traité visant à mettre un terme à la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires, nous redoutons la sélectivité et la politisation possibles de l'approche qui sera retenue, sachant que nous parlons essentiellement ici des intérêts des pays occidentaux.

Actuellement, des appels en faveur de la prévention d'une course aux armements dans l'espace sont relayés dans le monde entier. Il faut également prendre des mesures énergiques dans ce domaine. Cuba souhaite que soit promptement créé, à la Conférence du désarmement, un comité spécial chargé d'engager des négociations sur un instrument portant sur ces questions.

Nous avons présenté certaines des positions et préoccupations cubaines concernant les travaux de la Conférence. Il y en a beaucoup d'autres, et dans un souci de brièveté, nous nous réservons le droit de prendre la parole en d'autres occasions. Monsieur le Président, permettez-moi de conclure en réaffirmant que la délégation cubaine appuie pleinement vos efforts, ainsi que le mandat et les travaux de la Conférence du désarmement.

M. Wang Qun (Chine) (*parle en chinois*): Monsieur le Président, la délégation chinoise tient à vous féliciter pour votre accession à la présidence de la Conférence. Nous appuierons pleinement vos efforts et coopérerons à vos travaux.

Les travaux de la Conférence ont bien commencé cette année. Nous avons rapidement adopté un ordre du jour, et nous avons eu des discussions sérieuses et productives sur les quatre questions centrales que sont le désarmement nucléaire, un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique et les garanties de sécurité négatives. Je crois que cette situation prometteuse trouve son origine dans trois facteurs: en premier lieu, tous les États membres souhaitent dès que possible promouvoir le lancement de nos travaux de fond à la Conférence; en deuxième lieu, les parties concernées ont respecté et défendu le Règlement intérieur de la Conférence; en troisième lieu, l'Ambassadeur Grinius, du Canada, dont la présidence vient de s'achever, a conduit ces travaux de façon ouverte et transparente et écouté attentivement les points de vue des États membres, tout en s'attachant à établir un équilibre entre les préoccupations de toutes les parties et à rendre possible une ouverture harmonieuse et coordonnée des travaux de la Conférence.

L'Ambassadeur du Chili, qui est le Président en exercice de la Conférence, vient d'exposer sa vision concernant les travaux à accomplir au cours de son mandat: il souhaite continuer de mettre l'accent sur les discussions consacrées à toutes les questions, et tenir pour la première fois des discussions ouvertes et transparentes sur le programme de travail. La Chine appuie pleinement cette approche, telle qu'elle a été énoncée par le Président dans le document CD/WP.564. L'importance du programme de travail de la Conférence ne fait aucun doute. Elle reflète l'engagement sans ambiguïté des États membres en faveur des travaux de cette instance, sert de base à la Conférence pour s'acquitter des obligations qui lui incombent en tant qu'unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement, et fait en sorte que la Conférence puisse travailler de façon harmonieuse et ordonnée. Pour cette raison, le Règlement intérieur de la Conférence indique clairement que

nous devons nous mettre d'accord sur un programme de travail annuel. Dans ces circonstances, nous devons profiter de l'élan positif actuel pour tâcher de réunir les conditions du consensus en surmontant habilement nos divergences et en adoptant dès que possible un programme de travail. Pour ce faire, nous devons tenir compte de certains éléments.

En premier lieu, nous devons nous attacher à rechercher et déceler, dans le quotidien de la Conférence du désarmement, les tendances et évolutions positives susceptibles de nous permettre de parvenir à un consensus. Dans ce domaine, il y a eu un certain nombre d'avancées marquantes. Par exemple, depuis le début de l'année, les travaux de la Conférence ont bien commencé, ce qui, en soi, traduit une certaine forme de consensus. Nous devons sérieusement nous pencher sur la question de savoir comment nous pouvons, sur cette base, promouvoir l'adoption du programme de travail.

En deuxième lieu, nous devons nous attacher à respecter l'équilibre dans le traitement des questions centrales, lesquelles traduisent en elles-mêmes les différentes préoccupations et priorités des États membres. Le traitement adéquat et équilibré de ces questions permettra de garantir formellement la possibilité d'engager un travail de fond sur les différentes questions.

En troisième lieu, dans notre quête d'un programme de travail, nous devons mettre l'accent sur les résultats effectifs obtenus au lieu de nous laisser enfermer dans des questions de terminologie. Le programme de travail de la Conférence n'est pas un exercice de linguistique; il a pour objet de débloquer la situation politique et d'amorcer le travail de fond sur les différentes questions. La Chine espère que des discussions ouvertes, transparentes et constructives nous permettront de créer dès que possible les conditions requises pour l'adoption d'un programme de travail et l'amorce d'un travail de fond.

Monsieur le Président, la Chine fera tout ce qui est en son pouvoir pour vous appuyer dans votre travail.

M. Gartshore (Canada) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, la délégation canadienne s'associe aux autres délégations pour exprimer ses condoléances à la Nouvelle-Zélande et aux victimes des tremblements de terre de Christchurch.

C'est un plaisir de voir le Chili présider la Conférence du désarmement. La délégation canadienne se réjouit de poursuivre sa collaboration étroite avec vous, Monsieur l'Ambassadeur Oyarce, avec votre délégation et avec l'ensemble des Présidents et des membres de la Conférence du désarmement en 2011.

Ma délégation se félicite de l'occasion qui lui est donnée de prendre la parole sur la question du programme de travail de la Conférence du désarmement. Le Canada a fait partie de l'immense majorité des pays qui ont fermement appuyé et salué avec enthousiasme l'adoption du document CD/1864, en mai 2009. Dès l'automne dernier, l'Ambassadeur Grinius a engagé de très longues consultations bilatérales et multilatérales avec les membres de la Conférence du désarmement sur la question du programme de travail. Comme il l'a indiqué ici même, l'Ambassadeur Grinius a constaté que certaines délégations avaient adopté des positions qui s'excluaient mutuellement: alors que certaines délégations exigeaient que le programme de travail comprenne un mandat de négociation sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, une délégation au moins n'était pas en mesure de l'accepter.

Le Canada comprend l'importance que beaucoup de délégations accordent à un programme de travail comprenant un mandat de négociation. Après tout, la Conférence du désarmement est supposée être un organe de négociation. Néanmoins, au cours de la présidence canadienne, plusieurs délégations se sont exprimées pour exhorter la Conférence du désarmement à adopter un programme de travail simplifié, c'est-à-dire ne comprenant

ni organe subsidiaire ni mandat de négociation. Comme vous l'avez vous-même déclaré, Monsieur le Président, jusqu'à 1997, le programme de travail de la Conférence se résumait précisément à un tel calendrier d'activités. Il obéissait à la décision adoptée par la Conférence plusieurs années auparavant, plus précisément en août 1990, dans le document CD/1036, laquelle n'a, me semble-t-il, pas été démentie par les événements ultérieurs. Ma délégation a également la forte impression qu'un programme de travail simplifié demeurerait conforme à l'actuel Règlement intérieur.

Au cours des semaines écoulées, d'intenses discussions plénières se sont déroulées ici sur la base d'un calendrier provisoire. La présidence canadienne a consulté les autres Présidents de la Conférence et les Coordonnateurs régionaux pour déterminer si un tel calendrier provisoire pouvait constituer la base d'un programme de travail, mais la semaine dernière, aucune tendance claire sur la façon de procéder ne s'était encore dégagée. Je le répète, le Canada a, par l'entremise des Coordonnateurs régionaux, proposé aux États membres l'idée d'un programme de travail constitué uniquement d'un calendrier d'activités, ce qui laisserait ouverte la possibilité d'adopter des mandats et d'établir des organes subsidiaires.

Comme l'a indiqué la semaine dernière l'Ambassadeur Grinius, cette idée a suscité des réactions mitigées. Si certains pays ont estimé que l'adoption d'un programme de travail simplifié nous permettrait d'avancer, d'autres ont demandé – et c'est une excellente question – ce qu'un tel programme de travail simplifié permettrait à la Conférence du désarmement d'accomplir. En soi, l'adoption d'un programme de travail ne permettrait pas de résoudre la question des mandats. Si un tel programme de travail était adopté, resteraient encore à définir les mandats des organes subsidiaires. La dernière fois que cela s'est produit remonte à 1998, année au cours de laquelle deux comités spéciaux (un comité spécial sur les garanties de sécurité négatives et un autre sur l'arrêt de la production de matières fissiles) ont été créés en application de deux décisions distinctes. C'est peut-être une coïncidence, mais la dernière fois que des négociations ont eu lieu à la Conférence, des mandats de négociation figuraient au programme de travail; il n'y a pas eu de négociations depuis lors.

Ce qui précède est une façon détournée de dire une chose très simple: si la Conférence du désarmement a la volonté politique de négocier, elle négociera, que ce soit en adoptant un programme de travail avec un mandat de négociation ou en n'adoptant qu'un programme de travail simplifié, suivi d'une ou plusieurs décisions. Pour sa part, la délégation canadienne est prête à examiner n'importe quelle proposition susceptible de permettre à la Conférence du désarmement d'ouvrir des négociations, particulièrement sur une mesure qui nous paraît être la prochaine étape logique sur la voie de la non-prolifération et du désarmement, à savoir un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles conformément au mandat Shannon.

M. Peláez (Argentine) (*parle en espagnol*): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter d'avoir accédé à la présidence de la Conférence du désarmement. Nous sommes fiers de voir un pays frère, d'autant plus lorsqu'il est représenté par votre auguste personne, présider cette importante instance. Vous pouvez compter sur l'appui de ma délégation.

Nous nous félicitons de l'esprit de transparence qui règne aujourd'hui, alors que nous sommes invités à examiner, en séance plénière officielle, la position de chaque État membre sur la question du programme de travail. Il est fondamental de clarifier nos intérêts vis-à-vis de cette instance de désarmement si nous voulons progresser sur la voie de la reprise de nos travaux en 2011.

Ma délégation a, à diverses reprises, répété qu'elle était flexible en ce qui concerne la forme et le contenu du programme de travail. Nous pensons que le programme de travail figurant dans le document CD/1864, adopté en mai 2009, a incarné une convergence d'intérêts entre les différents États membres de la Conférence à un moment particulier. Toutefois, en peu de temps, la fragilité de ce consensus est devenue évidente. Aujourd'hui, nous estimons qu'au lieu de nous appesantir sur cette situation, nous devons continuer à rechercher de nouveaux points d'accord.

Les échanges de vues très approfondis qui se sont déroulés au cours des deux semaines de présidence canadienne ont montré que nos travaux comportaient plus d'un domaine prioritaire. Comme l'a déclaré la délégation argentine lors de la Réunion de haut niveau de septembre dernier, une de nos priorités consiste à maintenir les négociations concernant l'ensemble des questions de désarmement et de non-prolifération nucléaire dans le champ d'activité de cette instance. C'est pourquoi ma délégation appuiera toutes les solutions novatrices susceptibles de nous permettre de continuer à travailler dans le cadre de la Conférence du désarmement, même si ces travaux ne sont pas des négociations au sens strict du terme, mais plutôt des échanges ou des débats susceptibles de nous conduire dans cette direction à un stade ultérieur.

Ma délégation est en mesure d'approuver l'idée d'un programme de travail simplifié comprenant un calendrier d'activités reposant sur les quatre thèmes prioritaires. Nous sommes convaincus, Monsieur le Président, que le débat d'aujourd'hui et les consultations bilatérales en cours vous permettront d'évaluer en temps voulu l'opportunité d'avancer dans telle ou telle direction s'agissant de la présentation d'un programme de travail, lequel nous paraît primordial pour aborder la session de 2011.

En conclusion, nous nous associons aux autres orateurs pour exprimer toute notre sympathie à la délégation néo-zélandaise au lendemain du tremblement de terre qui a frappé ce pays.

M. Zvekić (Serbie) (*parle en espagnol*): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter, dans votre langue et au nom du groupe d'États observateurs à la Conférence du désarmement, pour votre accession à la présidence de la Conférence.

(*L'orateur poursuit en anglais*)

Vos efforts pour consulter l'ensemble des membres de la Conférence et étudier la possibilité d'un élargissement de cette instance seront grandement appréciés. Nous voudrions aussi remercier les groupes et les membres de la Conférence du désarmement qui ont appuyé l'examen de la question de l'élargissement de la composition de la Conférence. Je le répète, nous souhaitons simplement engager des discussions sur cette question, sans préjuger ni présumer de leurs résultats. C'est pourquoi l'appel en faveur de la désignation d'un rapporteur spécial a uniquement pour objet de promouvoir l'examen de la question du renouvellement de la composition de la Conférence.

Nous tenons par ailleurs à saluer l'énergie et la créativité dont vous faites preuve alors que vous vous efforcez de faire avancer les travaux de la Conférence du désarmement. Malheureusement, nous ne sommes toujours pas parvenus à adopter et exécuter un programme de travail, mais nous poursuivrons nos efforts dans ce sens, en espérant que la Conférence du désarmement sera en mesure d'adopter un programme de travail équilibré.

Le groupe informel d'États observateurs à la Conférence du désarmement se réjouit de travailler avec vous de façon constructive et efficace au cours de votre présidence.

Le Président (*parle en espagnol*): Merci, Monsieur l'Ambassadeur. Votre espagnol est parfait. Je donne maintenant la parole à M. Combrink, Représentant permanent adjoint de l'Afrique du Sud.

M. Combrink (Afrique du Sud) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord d'exprimer nos sincères condoléances au Gouvernement et au peuple néo-zélandais à la suite du tremblement de terre dévastateur qui a frappé ce pays. Permettez-moi également de m'associer aux orateurs précédents pour vous féliciter pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement et vous assurer de notre appui et de notre coopération indéfectibles.

L'Afrique du Sud a écouté avec attention les discussions plénières de ces dernières semaines concernant les questions dont nous sommes saisis, et elle pense que ces discussions ont, une fois de plus, illustré l'importance que les Membres de la Conférence du désarmement attachent aux travaux de cette instance. C'est pourquoi nous apprécions les efforts de la présidence canadienne, qui nous ont permis d'avoir un débat très riche, lequel, nous l'espérons, nous aura rapprochés de la sortie de l'impasse actuelle.

Ma délégation a été particulièrement encouragée par certaines des propositions qui ont été faites au cours des trois semaines écoulées, dans le but de permettre à la Conférence de reprendre un travail de fond. Dans ce contexte, un certain nombre de délégations ont fait référence aux moyens possibles de parvenir à un programme de travail susceptible de permettre à la Conférence du désarmement de traiter les questions centrales en évitant un nouveau blocage sur la question des mandats de négociation. À cet égard, nous rappelons, en particulier, les références à la décision CD/1036 concernant l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence, décision dans laquelle il était envisagé de proposer un programme de travail simplifié et plus raisonnable.

S'il est vrai que beaucoup de membres de la Conférence du désarmement continuent de considérer le document CD/1864, fruit d'un travail diplomatique hors pair, comme le meilleur des programmes de travail possibles, force est de reconnaître que ni cette formule, ni aucune autre formule relative aux différents mandats pour les différents organes subsidiaires chargés d'examiner les différents points de notre ordre du jour n'ont permis à la Conférence du désarmement de reprendre un travail de fond, une situation qui dure depuis des années et qui, à en juger d'après les débats que nous avons cette année, durera encore.

Lors des discussions qui ont eu lieu à la Première Commission à la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies concernant la résolution sur le rapport annuel soumis par la Conférence du désarmement à l'Assemblée générale, ma délégation a mis en garde contre des formules qui risqueraient d'enfermer la Conférence dans un carcan. Notre intention n'était pas de minimiser la portée de l'avancée importante obtenue en 2009, et notre propos n'était pas de laisser entendre que l'Afrique du Sud pouvait ne pas s'associer à un consensus sur un tel programme de travail. Nous avons simplement fait observer que notre règlement intérieur dispose très clairement qu'au début de chaque session annuelle, la Conférence adopte son ordre du jour et définit son programme de travail pour l'année. Nous avons également affirmé qu'il fallait créer un espace susceptible de permettre le foisonnement d'idées nouvelles pour que la Conférence du désarmement puisse s'acquitter de son mandat.

Ma délégation souhaite par conséquent indiquer pour mémoire que nous nous montrerons flexibles face à toute approche susceptible de nous permettre de progresser. Dans ce contexte, et conformément au Règlement intérieur de la Conférence, nous sommes prêts à envisager pour 2011 un programme de travail ne comportant qu'un calendrier de séances, conformément à la proposition de la présidence canadienne, ou un programme de travail qui établisse des organes subsidiaires chargés d'examiner les différents points de l'ordre du jour, sans qu'il soit nécessaire de définir des mandats de négociation détaillés au préalable. Nous espérons que les membres feront encore montre de la volonté politique et de la souplesse nécessaires pour nous permettre de faire avancer les travaux de cette importante instance.

En attendant, nous apprécions votre proposition de calendrier provisoire telle qu'elle figure dans le document CD/WP.564.

M. Wollenmann (Suisse) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que ma délégation prend la parole sous votre présidence, permettez-moi de vous féliciter pour votre accession à la présidence de la Conférence et de vous assurer de l'appui indéfectible de la Suisse. Je voudrais également m'associer aux autres délégations et exprimer mes condoléances à la délégation néo-zélandaise à la suite de la tragédie qui a frappé ce pays.

Monsieur le Président, la Suisse se félicite des efforts que vous faites pour trouver un accord sur un programme de travail, et nous sommes heureux d'accepter votre invitation de participer aujourd'hui à l'échange de vues consacré à cette question. Après les débats de haute tenue auxquels nous avons assisté au cours des quatre premières semaines de la présente session, il est tout à fait logique que nous avancions en nous appuyant sur ce que nous avons fait et que nous accordions toute notre attention à l'adoption rapide d'un programme de travail.

La Suisse a appuyé la décision contenue dans le document CD/1864, adoptée en 2009, ainsi que la proposition brésilienne contenue dans le document CD/1889, soumise en 2010. Il s'agit là d'options toujours utiles que la délégation suisse ne manquera pas d'appuyer à nouveau cette année.

Pourtant, à l'image de tant d'autres délégations qui ont pris la parole ce matin à ce sujet pour proposer une autre solution, la Suisse estime qu'une approche beaucoup plus simple aurait une certaine utilité. En fait, nous serions heureux d'appuyer un programme de travail, un plan de travail, qui ne comprendrait qu'un calendrier d'activités conformément à l'article 28 du Règlement intérieur, sans entrer dans les finesses de mandats complexes et interdépendants.

Nous partageons le point de vue exprimé par les délégations qui estiment que le fait de mettre un accent trop prononcé sur les mandats n'a été d'aucun avantage pour la Conférence du désarmement. En réalité, le fait que le programme de travail soit interprété aujourd'hui comme un document complexe qui appelle des négociations est devenu un problème majeur pour la Conférence, car cette interprétation revient à donner à chacun de ses 65 membres un droit de veto pour le cas où il souhaiterait retarder un travail sérieux sur n'importe laquelle des questions dont la Conférence est saisie. Au lieu de négocier un programme de travail, la Conférence du désarmement devrait simplement établir et adopter un tel programme, sans engager de prénégociations sur les questions les plus difficiles. En l'absence d'un consensus sur un programme de travail assorti de mandats détaillés, un programme de travail allégé et simplifié pourrait offrir une porte de sortie à la Conférence.

À cet égard, si la Conférence du désarmement n'est pas en mesure d'établir un programme de travail cette année, l'approche proposée par la présidence canadienne – qui a organisé et mené à bien des débats pléniers structurés – pourrait nous offrir une solution de secours. Nous nous félicitons donc du calendrier provisoire des quatre semaines à venir contenu dans le document CD/WP.564. Le mécanisme des réunions parallèles pourrait également être reconduit en complément de ces discussions. En fait, la Suisse est prête à appuyer toutes les délégations qui souhaiteront organiser des réunions parallèles sur une des trois autres questions centrales ou sur d'autres aspects spécifiques d'un possible traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles dans le prolongement des réunions parallèles organisées l'année dernière par l'Australie et le Japon.

Comme indiqué précédemment par notre délégation, ces efforts ne pourront que compléter un travail officiel de la Conférence du désarmement, mais en aucun cas s'y substituer. Nous devons mettre en place des groupes de travail spécifiques et commencer à travailler dès à présent.

La Suisse est convaincue qu'une instance de négociation telle que la Conférence du désarmement restera nécessaire pour faire face aux difficultés présentes et à venir dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération. Compte tenu de son statut unique, la Conférence du désarmement a pour immense responsabilité de produire des instruments, responsabilité qui incombe également à tous ses États membres.

Pour répondre à ces attentes, la Conférence pourrait à nouveau, comme elle l'a fait dans le passé, désigner un coordonnateur spécial chargé de la question de l'efficacité et du fonctionnement de la Conférence du désarmement. Dans le passé, ces coordonnateurs avaient notamment pour tâche de réviser le Règlement intérieur de la Conférence, d'examiner la question des groupes régionaux ou de considérer la façon dont la Conférence pouvait coopérer avec la société civile. De même, il est arrivé que d'autres coordonnateurs spéciaux soient désignés pour solliciter les points de vue des États membres sur des questions telles que l'élargissement de la Conférence du désarmement, ou pour réviser l'ordre du jour.

Ce sont là autant de questions sur lesquelles nous devons tous réfléchir de façon plus systématique, car ce sont elles qui nous empêchent de travailler et d'exercer notre mandat depuis beaucoup trop longtemps. Nous aimerions savoir si les autres délégations considèrent ou non qu'un tel élément pourrait contribuer de façon positive à améliorer la situation.

M^{me} Jáquez Huacuja (Mexique) (*parle en espagnol*): Ma délégation est heureuse de voir la Conférence du désarmement placée sous la présidence d'un pays ami et frère d'Amérique latine, représenté par vous, Monsieur le Président, et nous tenons, par votre entremise, à remercier le Président sortant, l'Ambassadeur Marius Grinius, du Canada, des efforts qu'il a accomplis pour redonner de la substance à nos discussions.

Nous saluons également l'initiative de l'Australie et du Japon, et apprécions la possibilité qui nous a été donnée de débattre des aspects de fond d'un des points de l'ordre du jour lors d'une réunion parallèle d'experts qui s'est déroulée la semaine dernière. Enfin, je voudrais, à mon tour, exprimer toute ma sympathie et mon soutien à la délégation néo-zélandaise, à l'occasion de la tragédie provoquée par le tremblement de terre qui a frappé ce pays ami.

Monsieur le Président, je vous remercie de nous avoir invités à échanger nos points de vue sur l'adoption d'un programme de travail, un thème qui doit constituer une priorité pour la Conférence. Personne ne sera surpris d'apprendre que, pour ma délégation, la Conférence a pour mandat de négocier et, dans ce contexte, je crois que nous avons démontré notre souplesse en nous associant au consensus l'année dernière, ou plutôt il y a deux ans, sur le document CD/1864, alors que le programme de travail qu'il renfermait ne comportait pas de mandat de négociation pour chacun des points de l'ordre du jour.

Le Mexique juge cette situation étrange. Nous croyons que le programme de travail devrait être simple, c'est-à-dire consister uniquement en un calendrier programmatique, sans qu'il soit nécessaire, pour le mettre en place, et comme l'ont indiqué d'autres délégations, de recourir à des négociations ou à des prénégociations. Nous sommes par conséquent prêts à privilégier et appuyer l'adoption d'un programme de travail simplifié qui mette l'accent sur les questions de procédure davantage que sur les questions de fond relatives à chaque mandat. Nous pensons qu'il est inacceptable que la négociation des mandats des groupes de travail se substitue à notre travail de fond.

L'interdépendance excessive à laquelle il a été donné libre cours entre tous les points de l'ordre du jour a constitué l'un des obstacles, sinon le principal obstacle, qui a empêché la Conférence de s'acquitter de son mandat. Le Mexique estime que chaque point de l'ordre du jour doit être évalué de façon autonome et sans idée préconçue de ce que devrait être le résultat des négociations. Au cours des quinze années écoulées, ma délégation n'a eu de

cesse de répéter que pour parvenir à un accord, pour atteindre des résultats, nous devons d'abord négocier. C'est pourquoi nous estimons que les arguments qui sont avancés lors des interminables négociations sur les mandats visent à empêcher la tenue de négociations susceptibles de déboucher sur un accord et sur l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant d'application générale.

Enfin, je le répète, le Mexique a fait preuve de flexibilité, et ma délégation continuera à accepter des propositions de programme de travail, simplifié ou non, telles que celles qui figurent dans le document CD/1864 et aussi dans le document CD/1889, soumis l'année dernière par la délégation brésilienne, que nous appuyons également. Toutefois, je le répète avec insistance, étant donné que le mandat de négociation de la Conférence du désarmement ne doit faire l'objet d'aucun pouvoir discrétionnaire, mon pays privilégie la tenue de négociations sur l'ensemble des points de l'ordre du jour. La priorité du Mexique est, avant tout autre chose, l'ouverture de négociations sur un désarmement nucléaire, quelle que soit la voie que la Conférence jugera opportune pour y parvenir. Toutefois, nous ne devons pas ignorer le fait qu'aucun mandat de négociation sur le désarmement nucléaire ne figure dans les dernières versions du programme de travail qui nous ont été soumises. S'il est vrai que nous sommes préoccupés par cet état de fait, nous l'avons accepté dans le cadre d'un programme de travail équilibré et nous ne nous opposerons pas à un consensus sur ce point.

Enfin, je voudrais rappeler ce qui a été dit ici à propos des propositions dont nous sommes aujourd'hui saisis, lesquelles représentent une base pour commencer à explorer une nouvelle proposition de programme de travail. Toutefois, nous ne pouvons ignorer qu'aucune de ces propositions n'a pu être mise en œuvre au cours des quinze dernières années, et que nous sommes par conséquent contraints d'envisager de nouvelles formules.

M. van den IJssel (Pays-Bas) (*parle en anglais*): Permettez-moi tout d'abord, à l'instar des orateurs qui m'ont précédé, d'exprimer nos condoléances et notre sympathie au peuple néo-zélandais à la suite de la catastrophe qui a frappé la ville de Christchurch et ses environs. Permettez-moi également, d'emblée, de vous assurer, Monsieur le Président, que vous pouvez compter sur notre appui et notre coopération indéfectibles au cours de votre présidence.

Nous nous félicitons de l'occasion qui nous est donnée d'échanger nos points de vue en séance plénière sur les modalités d'un programme de travail pour la Conférence du désarmement en 2011. Nous abordons la question du programme de travail suivant une approche pragmatique. Pour nous, un accord sur un programme de travail n'est pas une fin en soi, mais un moyen de commencer un travail de fond productif, c'est-à-dire d'ouvrir des négociations à la Conférence du désarmement. Un programme de travail n'est qu'un outil, un instrument, comme l'a déclaré ce matin l'Ambassadeur Strohal, et il ne doit en aucun cas devenir un obstacle. Nous serions tout à fait disposés à appuyer l'idée d'ouvrir des négociations sans qu'il soit nécessaire de disposer d'un mandat découlant d'un programme de travail. Comme nous l'avons dit précédemment, les Pays-Bas ne sont pas mariés à la terminologie employée dans les documents CD/1864 ou CD/1889, documents que nous avons appuyés et appuyons toujours sans aucune réserve. Néanmoins, nous croyons qu'un programme de travail reprenant dans leurs grandes lignes ces deux documents représente la façon la plus logique d'avancer.

Nous sommes à la fois flexibles et pragmatiques. Nous ne pouvons accepter une démarche qui consisterait à proposer un programme de travail qui aurait pour effet de remplacer l'actuel consensus à l'exception d'un membre de la Conférence du désarmement par un autre consensus auquel échapperaient trois membres, quatre ou davantage. Selon nous, une telle démarche n'apporterait aucun progrès, et elle ne nous rapprocherait pas de notre objectif. Nous aurions également des difficultés à appuyer l'adoption d'un programme de travail dépourvu de substance, qui ne nous rapprocherait aucunement de

l'ouverture de négociations. Comme nous l'avons indiqué précédemment, un programme de travail est un outil, et non une fin en soi. De la même façon, nous considérons que l'adoption d'un tel programme de travail serait la preuve que la Conférence du désarmement progresse. Toutefois, nous sommes favorables à l'idée d'un calendrier d'activités pour la Conférence du désarmement, et considérons qu'un tel calendrier pourrait nous aider à organiser nos travaux, mais un calendrier d'activités ne remplacera en aucun cas la nécessité de parvenir à une solution au blocage persistant de la Conférence du désarmement et d'adopter un mandat susceptible de permettre l'ouverture de négociations.

Monsieur le Président, permettez-moi de souligner une nouvelle fois que vous pouvez compter sur notre appui indéfectible et sur notre souplesse au cours de votre présidence.

M. Daryaei (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je saisis cette occasion pour vous féliciter d'avoir accédé à la présidence de la Conférence du désarmement. J'apprécie les efforts que vous faites, les consultations que vous menez, le dévouement et la diligence dont vous faites preuve, ainsi que le dévouement et la diligence dont a fait preuve votre prédécesseur, l'Ambassadeur du Canada, afin de poser les bases nécessaires pour permettre à la Conférence du désarmement de parvenir à une décision sur le programme de travail. Soyez assuré de la coopération indéfectible de ma délégation. Je voudrais également m'associer aux autres orateurs pour exprimer nos condoléances les plus sincères à l'Ambassadeur et au peuple de Nouvelle-Zélande à la suite des événements tragiques qui ont frappé ce pays.

Nous attachons une grande importance à la Conférence du désarmement, unique instance multilatérale de négociations dans le domaine du désarmement. Nous savons qu'à sa première session extraordinaire consacrée au désarmement, l'Assemblée générale a établi le mécanisme du désarmement, et qu'il convient à présent de remédier à son manque d'efficacité en convoquant une quatrième session extraordinaire consacrée au désarmement. Dans le même temps, il importe de rappeler les réalisations obtenues par la communauté internationale à travers le mécanisme du désarmement des Nations Unies; il importe de préserver la nature, le rôle et la finalité de chacune des composantes de cet important mécanisme.

La première des priorités de l'action de la Conférence du désarmement consiste à adopter et exécuter un programme de travail équilibré et complet. Il est important de s'appuyer sur les réalisations de la Conférence du désarmement pour préparer le terrain à la reprise d'un travail de fond de cette instance. Étant donné l'urgence qu'il y a à éliminer la menace que les armes nucléaires font peser sur la sécurité internationale, nous exhortons tous les membres de la Conférence du désarmement à adopter et exécuter un programme de travail équilibré et complet fondé sur son ordre du jour et portant sur les questions centrales dont elle est saisie, conformément à son règlement intérieur.

J'ai exprimé à maintes reprises devant la Conférence du désarmement la position de la République islamique d'Iran s'agissant de l'importance de la Conférence du désarmement et de nos priorités concernant le travail de la Conférence, question examinée avec la plus grande attention au cours des années écoulées. À ce stade, je voudrais rappeler brièvement certains des principaux points à prendre en considération au cours de nos discussions sur le programme de travail pour la session de 2011.

Nous avons toujours préconisé l'adoption d'un programme de travail équilibré et complet pour la Conférence du désarmement. Ma délégation a toujours insisté sur l'équilibre et sur la nécessité de prendre des décisions par consensus à la Conférence du désarmement. Le Règlement intérieur de la Conférence est un instrument destiné à orienter nos travaux, et il doit être scrupuleusement observé. Nous avons déjà rappelé la nécessité d'agir avec sagesse et de prendre des décisions sûres, raisonnées et acceptables pour tous.

Nous estimons qu'un programme de travail équilibré et complet permettant à la Conférence du désarmement d'ouvrir des négociations sur les quatre questions centrales représente le meilleur moyen de servir les objectifs de la Conférence tout en apportant sécurité et sûreté à l'ensemble de la communauté internationale. Le désarmement nucléaire demeure la priorité absolue de ma délégation comme de la plupart des membres de la Conférence. Lors des discussions de fond qui ont eu lieu pendant les dernières séances plénières, il est apparu évident que le désarmement nucléaire était la priorité absolue pour l'immense majorité des États des différentes régions. Je suis heureux de constater que la priorité du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies coïncide avec la priorité absolue de cette majorité d'États membres. Le désarmement nucléaire demeure la première de nos priorités pour faire de ce monde un monde meilleur et plus sûr. La Conférence du désarmement doit se mettre d'accord sur l'établissement d'un comité spécial chargé d'ouvrir le plus tôt possible des négociations sur un désarmement nucléaire. Une convention sur les armes nucléaires qui prendrait la forme d'un instrument international juridiquement contraignant portant sur un programme progressif en vue de l'élimination totale de ces armes représente une inspiration ancienne et un thème mûr pour la négociation à la Conférence du désarmement. Le programme de travail devra comporter un mandat de négociation sur cette question.

L'élimination totale des armes nucléaires est la seule garantie absolue contre l'emploi ou la menace de l'emploi de ces armes. En attendant, il convient de travailler en priorité à l'élaboration d'un instrument universel, inconditionnel et juridiquement contraignant visant à accorder des garanties de sécurité aux États non dotés d'armes nucléaires, à travers la création, à la Conférence du désarmement, d'un comité spécial de négociation. Nous appuyons l'ouverture de négociations, à la Conférence du désarmement, sur un traité juridiquement contraignant visant à interdire la possibilité d'une attaque depuis l'espace ou d'une guerre spatiale et à prévenir la militarisation de l'espace. Cet instrument juridiquement contraignant devra permettre le renforcement de la sécurité de tous les pays tout en répondant aux nécessités liées aux utilisations pacifiques de l'espace.

S'agissant d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, nous avons indiqué sans ambiguïté que la question des stocks et de la vérification devait être prise en compte dans le cadre d'un tel traité. Un traité sur les matières fissiles devra marquer une avancée claire et utile dans la direction du désarmement nucléaire et de la non-prolifération sous tous ses aspects. Il devra être global, non discriminatoire et internationalement et effectivement vérifiable. La production passée et les stocks existants, de même que la production de matières fissiles à venir pour la fabrication d'armes ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires, devront entrer dans le champ d'application du traité. Des négociations sur un traité sur les matières fissiles qui ne couvriraient pas les stocks n'auraient aucune substance, et seraient par conséquent inutiles. Je crois que notre programme de travail doit être clair sur cet important sujet.

Monsieur le Président, ma délégation appuie les efforts que vous faites pour amener la Conférence à adopter par consensus une décision sur un programme de travail équilibré et complet. Nous vous invitons à poursuivre vos consultations en priorité pour que tous les États membres puissent y être associés et prendre par consensus une décision sur le programme de travail.

M^{me} Kennedy (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, qu'il me soit tout d'abord permis d'adresser nos condoléances les plus sincères à la Nouvelle-Zélande et d'apporter notre appui à la présidence chilienne. Le Chili joue un rôle de premier plan au sein des instances internationales à travers le monde, et ceux d'entre nous qui étaient déjà à Genève à ce moment-là ont été les témoins privilégiés du dynamisme personnel de l'Ambassadeur Oyarce, alors qu'il présidait avec tant d'habileté la Réunion des États parties à la Convention sur les armes biologiques de 2010. Je voulais dire

que j'apprécie tout particulièrement les réflexions sages et profondes que vous nous avez livrées aujourd'hui, alors que vous déployez tant d'efforts pour permettre à cette instance de se remettre au travail. Il va sans dire que nous tiendrons compte de vos paroles et des autres idées qui se sont exprimées ici aujourd'hui.

J'ai été frappée par certaines remarques: par exemple, notre collègue néerlandais a déclaré qu'un programme de travail était un instrument, et pas une fin en soi. J'ai également pris note des observations de notre collègue algérien, qui a déclaré que le document CD/1864 offrait une base solide pour nos travaux. Comme tant de délégations l'ont fait observer aujourd'hui, un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles est un objectif à maintes reprises approuvé par l'Assemblée générale, mais aussi par cette instance, par consensus, dans le document CD/1864, lors de la Conférence des Parties chargées d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, de 2010, et, plus récemment, par le Président Obama et le Président chinois, qui ont appelé à des négociations dans le cadre de la Conférence du désarmement. Comme d'autres délégations, j'ai été réconfortée par l'accélération du rythme de nos travaux cette année, laquelle a été rendue possible par la présidence canadienne, et nous avons hâte, Monsieur le Président, de travailler avec vous et avec tous nos collègues pour traduire ces avancées dans la réalité du travail de la Conférence.

M^{me} Adamson (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je voudrais dire quelques mots à l'Ambassadrice Higgin: j'ai été attristée de voir ce matin les images de Christchurch, et je sais que des jours difficiles attendent le peuple néo-zélandais et la population de Christchurch.

Monsieur l'Ambassadeur Oyarce, ma collègue américaine a déjà évoqué la façon dont vous avez présidé la Réunion des États parties à la Convention sur les armes biologiques. Vous avez donc un autre point commun avec l'Ambassadeur Grinius: une année avec la Convention sur les armes biologiques. J'ai relevé la capacité de l'un comme de l'autre, tant cette année que l'année dernière, à prendre en considération les intérêts des différents groupes et des différentes régions, puis, en fin de compte, à refuser de rester prisonniers du blocage: vous nous avez maintenus en mouvement alors que nous aurions pu rester bloqués.

Merci de nous avoir soumis un calendrier provisoire. Il nous est d'une grande utilité, car nous pouvons voir instantanément ce qui nous attend au cours des prochaines semaines. Je voudrais m'arrêter quelques instants sur ce qui a été dit en ce qui concerne le document CD/1864. Le représentant de l'Algérie m'a, pour ainsi dire, ôté les mots de la bouche lorsqu'il a dit qu'il représentait une solution de consensus, un fondement solide permettant de travailler à la réalisation de nos objectifs. Je ne souhaite pas m'attarder sur le document CD/1864 autrement que pour dire que les points qui sont couverts dans ce document ont été, à bien des égards, validés par le fait qu'ils figurent également à la fois dans les résolutions de la Première Commission, comme l'a rappelé l'Ambassadeur du Brésil, et dans le Document final de la Conférence d'examen du TNP de 2010, comme l'a indiqué l'Ambassadeur des Philippines. Il n'y a par conséquent, à l'évidence, aucun désaccord sur le fait que les points qui sont mentionnés dans le document CD/1864 sont ceux qui nous intéressent le plus, une réalité qui a été étayée par nos discussions de ces dernières semaines.

Ma délégation s'est fait fort de livrer des déclarations sur chacun des points de l'ordre du jour, afin de montrer que nous étions désireux de travailler sur le fond de chacun d'entre eux. En revanche, nous n'avons aucunement l'intention de prendre part à d'interminables discussions sur le programme de travail ou sur l'ordre du jour. Nous voulons effectivement travailler ici, notre objectif global étant de nous rapprocher de ce monde débarrassé des armes nucléaires dont beaucoup de nos responsables politiques ont parlé, comme nous-mêmes l'avons fait. Pour faire court, le Royaume-Uni est très ouvert à

l'idée de travailler avec vous pour tâcher de déterminer comment nous pouvons faire avancer les choses, mais l'essentiel pour nous est de ne pas rester dans l'impasse. Un léger élan a été insufflé à la Conférence du désarmement et, maintenant que le patient est débranché, nous devons poursuivre le traitement, sous la direction du chirurgien et du médecin que vous êtes. Il n'est sans doute pas bon qu'il y ait trop de chirurgiens, d'infirmières et de médecins, et c'est pourquoi nous plaçons notre confiance en vous pour nous guider.

Le Président (*parle en espagnol*): Merci. Je vais tâcher d'être un chirurgien, mais nous sommes tous ici dans une sorte d'hôpital, à essayer de donner vie à notre organisation. Merci.

Je donne la parole à M^{me} Higgie, Ambassadrice de la Nouvelle-Zélande.

M^{me} Higgie (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de réagir aux manifestations de sympathie qui ont été adressées ce matin au Gouvernement et au peuple néo-zélandais à la suite du tremblement de terre qui a frappé South Island il y a quelques heures. Merci à tous de vos paroles très aimables.

Je voudrais ensuite vous féliciter pour votre accession à la présidence et vous assurer du plein appui de la Nouvelle-Zélande et de tous nos collègues ici présents. Mes remerciements vont également à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Grinius, et à ses collaborateurs canadiens, pour les inlassables efforts qu'ils ont déployés afin de tâcher de faire avancer la Conférence du désarmement.

Nous apprécions en outre les efforts que vous faites pour nous rapprocher de l'adoption d'un programme de travail. Nous savons que cette responsabilité n'incombe pas uniquement à notre Président, mais qu'il nous appartient de répondre collectivement aux attentes de l'Assemblée générale et, a fortiori, de la communauté internationale, qui désire que la Conférence du désarmement soit capable de justifier les ressources qui lui sont consacrées en négociant sur le fond et non sur la procédure.

Dans votre intervention de ce matin, j'ai relevé qu'il existait une volonté manifeste d'engager ici un travail de fond, et c'est effectivement le vœu le plus cher de ma délégation. Nous avons également pris note de la remarque faite par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le 26 janvier 2011, à savoir que les négociations d'un traité sur les matières fissiles jouissaient d'un appui presque universel, et nous appuyons sa recommandation visant à faire en sorte que la Conférence du désarmement trouve un moyen créatif et informel d'aller de l'avant sur cette question. La Nouvelle-Zélande accueillera favorablement toute proposition susceptible de permettre à la Conférence de traiter sur le fond la question des matières fissiles et les autres questions centrales inscrites à l'ordre du jour de la communauté internationale. Monsieur le Président, nous sommes d'accord avec vous lorsque vous dites qu'il n'est pas absolument nécessaire que le programme de travail renferme un mandat détaillé pour nos travaux. En effet, comme vous l'avez fait observer, telle était l'approche suivie jusqu'en 1997.

Comme je l'ai déjà dit, ma délégation appuie toutes les propositions susceptibles de redonner de l'oxygène à cette instance et de nous permettre d'avancer sur les négociations de fond, y compris en ce qui concerne la question des matières fissiles sur la base du mandat Shannon. Si le calendrier minimaliste dont vous parlez est la meilleure solution pour parvenir à cet objectif, nous sommes également prêts à l'appuyer. Monsieur le Président, soyez assuré du plein appui de la Nouvelle-Zélande tout au long de votre présidence.

M. Hoffmann (Allemagne) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je vous souhaite le plein succès lors de votre présidence, et vous assure de l'appui et de la coopération de ma délégation. Je n'avais pas prévu de faire une déclaration officielle aujourd'hui, mais après ce qui a été dit, je voudrais faire quelques observations.

Lorsque j'entends dire que la présente session a bien commencé, je dois immédiatement souligner que l'objectif de cette instance est de négocier des instruments dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération. Pour moi, le nombre de déclarations que nous avons entendues n'est pas en soi une preuve de la vitalité de cette instance. Comme nous le savons tous, le problème est qu'il n'y a pas d'accord sur le ou les objets des négociations et qu'il existe des différences d'approche s'agissant des priorités que les délégations considèrent comme mûres pour la négociation. En attendant de le résoudre, nous lançons des discussions sur les questions centrales, et nous en avons eu un certain nombre au cours des semaines écoulées. Les réunions parallèles nous ont également permis d'avoir d'excellents débats sur la question du traité sur les matières fissiles. Je considère que ces débats ont été très utiles, car ils ont à tout le moins montré que de très nombreuses questions appelaient un examen plus approfondi et qu'il serait utile que beaucoup de délégations participent à de tels échanges. Toutefois, je voudrais dire à nouveau les choses de façon très claire. L'essentiel de nos travaux doit se constituer de négociations, les discussions n'étant en aucun cas une solution de remplacement. Bien sûr, la grande question qui se pose est la suivante: comment engager des discussions? Sur ce point, je dois dire que j'encourage vivement la présidence à poursuivre ses efforts pour parvenir à un programme de travail.

De toute évidence, il existe des perceptions différentes de ce que devrait être ce programme de travail. Il peut s'agir d'un cadre très officiel, mais aussi de choses complètement différentes. En ce qui concerne les conceptions les plus récentes, je voudrais réaffirmer que nous sommes heureux de continuer à travailler sur la base des documents CD/1864 ou CD/1889, et je m'empresse d'ajouter que nous ne serons pas intransigeants sur leur libellé exact; mais nous serons très heureux de continuer à fonder nos travaux sur ces initiatives. C'est comme cela que je dirais les choses!

Cependant, nous acceptons également volontiers d'explorer d'autres possibilités, et j'ai écouté avec un vif intérêt ce que vous avez déclaré à ce sujet, Monsieur le Président, dans vos observations liminaires. Si d'autres possibilités se présentent, telles qu'un calendrier d'activités et de séance, je serai très heureux de les examiner, pour autant que ces possibilités nous aident à engager un processus devant conduire à l'ouverture de négociations. Je vous encourage à poursuivre cette double action: sur le plan officiel avec le programme de travail traditionnel (documents CD/1864 et CD/1889), mais aussi avec les efforts entrepris dans le but de déterminer s'il serait possible de parvenir à un consensus sur un programme de travail allégé. Disons que vous pourriez nous rendre compte d'une façon aussi transparente que possible de la façon dont les choses évoluent.

Je crois qu'il est important pour toutes les délégations de savoir dans quelle mesure nous nous rapprochons d'un consensus, s'il y a effectivement consensus ou s'il manque une, deux ou trois voix pour y parvenir. Nous avons entendu dire aujourd'hui qu'il existe d'autres questions sur lesquelles des délégations souhaiteraient voir s'ouvrir des négociations. J'en suis bien conscient, mais en fin de compte, il est important de savoir si nous sommes ou non proches du consensus. Un des problèmes auxquels se heurte la Conférence du désarmement tient au fait que souvent, il est difficile de comprendre véritablement la situation. C'est pourquoi je compte sur le Président pour nous informer avec un maximum d'ouverture et de transparence sur l'état actuel de la situation.

M. Suda (Japon) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour votre accession à la présidence à ce stade primordial pour la Conférence du désarmement. Je voudrais également m'associer aux orateurs précédents qui ont exprimé leurs condoléances et leur sympathie à la Nouvelle-Zélande à la suite de la catastrophe provoquée par le tremblement de terre. Le Japon est un des pays les plus souvent touchés par les tremblements de terre et c'est pourquoi nous adressons notre sympathie la plus profonde à nos amis néo-zélandais.

Monsieur le Président, j'apprécie votre initiative de nous inviter à débattre de la question d'un programme de travail dès la première journée de votre présidence. Ayant moi-même fait partie des représentants qui ont proposé l'examen d'un programme de travail, avec une référence particulière au programme de travail initial qui, pour l'essentiel, ne comprenait qu'un calendrier d'activités, je crois vraiment que cette solution offre une option digne d'intérêt en ce début de session annuelle de la Conférence du désarmement.

Pourtant, dans le même temps, et comme l'ont souligné certains représentants, en particulier le représentant du Canada, le programme de travail simplifié ne doit pas se substituer au mandat ou au calendrier d'activités qui permettront à la Conférence du désarmement d'engager son travail de fond. Si nous réfléchissons au programme de travail simplifié, nous n'aurons pas beaucoup de discussions sur la suite des négociations. C'est pourquoi nous devons réfléchir très clairement sur deux points au moins. En premier lieu, même si nous nous mettons d'accord sur un programme de travail simplifié, il nous faudra probablement poursuivre les discussions ou tenter de nous mettre d'accord sur le mandat et sur la structure des organes subsidiaires qui devront être établis. En deuxième lieu, le programme de travail simplifié devra aussi être un programme de travail souple, compte tenu de ces nouvelles discussions sur les organes subsidiaires et sur le mandat de discussions et de négociations sur les questions centrales. Il devra offrir la possibilité de réviser le calendrier lui-même et d'adopter un accord séparé sur le mandat des organes subsidiaires qui seront créés pour examiner les différentes questions.

S'agissant de cet accord séparé et de la façon dont les organes subsidiaires devront, selon nous, être structurés, si une question importante doit être examinée sur le fond dans le cadre d'un organe subsidiaire séparé, nous devons créer cet organe subsidiaire ou ce groupe de travail. Si nous estimons qu'une question est mûre pour la négociation, nous devons du même coup établir un organe subsidiaire chargé de ces négociations. Le document CD/1864 (qui a été adopté par consensus) représente un compromis très équilibré et très constructif. Ma délégation continue de penser que les documents CD/1864 et CD/1889 doivent former la base de l'accord que nous devons chercher à obtenir au cours de la présente session annuelle afin de parvenir à un accord sur le commencement d'un travail de fond.

Le Président (*parle en espagnol*): Merci beaucoup, Monsieur l'Ambassadeur. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Andanje, Représentant permanent du Kenya.

M. Andanje (Kenya) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, permettez-moi une petite correction: je suis le Représentant permanent adjoint du Kenya. Je m'associe aux autres délégations pour transmettre nos condoléances au Gouvernement et au peuple néo-zélandais à la suite du séisme dévastateur qui a frappé ce pays.

Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement et de vous remercier de nous avoir donné l'occasion de présenter notre point de vue sur les éléments qui doivent être pris en compte dans un programme de travail. Soyez assuré de l'appui et de la coopération de ma délégation. Je saisis également cette occasion pour remercier votre prédécesseur, l'Ambassadeur Marius Grinius, du Canada, de son dévouement et de son engagement au service de la Conférence du désarmement pendant sa présidence: son enthousiasme et sa détermination ont été particulièrement appréciés.

Au cours du mois écoulé, nous avons eu des discussions constructives et utiles qui, je le crois, nous ont aidés à mieux comprendre les différentes positions, les priorités des différentes délégations, les perspectives nationales, et aussi, bien entendu, les préoccupations des États. Les délégations ont également présenté des propositions intéressantes, telles que celles qui figurent dans le document CD/1864 et celles qui concernent la création d'un comité spécial sur le désarmement nucléaire. Ma délégation estime que toutes ces propositions pourraient servir de base ou de cadre à des discussions de fond sur l'ordre du jour de la Conférence du désarmement.

Malheureusement, en dépit de ces initiatives positives, nous ne sommes toujours pas capables d'avancer. Nous n'avons toujours pas adopté de programme de travail, et encore moins engagé un travail de fond, notamment sur les mandats et les négociations. Cependant, ne perdons pas de vue que nous devons travailler à l'adoption d'un programme de travail, conformément au Règlement intérieur, élément central dans les délibérations de la Conférence du désarmement. Nous pouvons toujours avoir de multiples discussions, ce qui a été le cas. Or, si nous ne pouvons pas les placer dans le contexte de l'établissement d'un programme de travail, nos efforts seront vains.

Ma délégation est convaincue que nous devons tirer parti de l'élan suscité par la présidence canadienne. La présidence chilienne nous donne cette occasion, mais nous devons impérativement obéir à nos propres engagements et prendre des mesures concrètes pour promouvoir notre objectif collectif d'un désarmement nucléaire dans le cadre de la Conférence du désarmement. Ma délégation reste souple. Je vous réitère l'appui de ma délégation, Monsieur le Président. Nous avons hâte de continuer à travailler avec vous et avec les autres délégations.

M. Jon Yong Ryong (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*): La délégation de la République populaire démocratique de Corée tient d'emblée à s'associer aux autres délégations pour exprimer ses condoléances à la Nouvelle-Zélande.

Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter pour votre accession à la présidence et de former l'espoir que, sous votre direction éclairée, la Conférence du désarmement sera en mesure d'accomplir des progrès tangibles. Permettez-moi également de remercier l'Ambassadeur du Canada et ses collaborateurs des efforts sincères et inlassables qu'ils ont déployés depuis le début de l'année au cours de la présidence canadienne de la Conférence du désarmement.

Le désarmement nucléaire est la priorité absolue pour la République populaire démocratique de Corée, laquelle appuie pour cette raison les efforts entrepris au niveau mondial pour parvenir à l'élimination totale et complète des armes nucléaires. S'agissant du programme de travail, ma délégation ne pense pas que le problème réside dans la procédure ou dans toute autre méthode de travail. Nous sommes en présence d'un obstacle politique. Par conséquent, nous espérons que les délégations feront montre de la volonté politique nécessaire pour faire avancer les travaux de la Conférence du désarmement.

En conclusion, Monsieur le Président, ma délégation tient une nouvelle fois à vous assurer de son appui et de sa coopération.

M. O'Shea (Irlande) (*parle en anglais*): Tout d'abord, je tiens à m'associer aux autres orateurs pour exprimer nos condoléances à l'Ambassadrice Higgie, qui représente le peuple néo-zélandais, à la suite de la terrible tragédie qui a frappé la ville de Christchurch hier.

En deuxième lieu, Monsieur le Président, je voudrais également m'associer aux paroles aimables de bienvenue qui vous ont été adressées alors que vous accédez à la présidence de la Conférence du désarmement. Soyez assuré de l'appui et de la coopération indéfectibles de ma délégation dans l'exercice de votre mandat. Je voudrais également saisir cette occasion pour remercier la délégation canadienne pour la compétence avec laquelle l'Ambassadeur Marius Grinius a exercé la présidence. Il s'est en réalité préparé bien avant d'accéder à la présidence de la Conférence du désarmement, et je crois que nous avons pu voir les résultats du travail acharné qu'il a accompli au cours des semaines écoulées et qui a suscité le climat positif que nous connaissons aujourd'hui à la Conférence.

S'agissant du programme de travail, Monsieur le Président, nous vous remercions de nous donner l'occasion de partager notre point de vue sur ce sujet aujourd'hui. Comme toutes les autres délégations ici présentes, ma délégation a appuyé l'adoption du programme de travail contenu dans le document CD/1864 qui, comme il a été déjà dit ce matin, est le fruit d'un compromis; il ne prend sans doute pas en compte l'ensemble des priorités de chaque délégation, mais il correspond à ce que l'ensemble des États membres de la Conférence du désarmement étaient prêts à accepter à ce moment-là. De même, l'année dernière, nous avons appuyé la proposition soumise par le Représentant permanent du Brésil, alors Président de la Conférence (document CD/1889), et nous serions heureux de commencer à travailler sur la base de l'un ou l'autre de ces documents.

Pourtant, étant donné que la Conférence du désarmement se languit depuis tant d'années sans entreprendre le moindre travail de fond, nous sommes intéressés par d'autres approches, pour autant qu'elles permettent à la Conférence de bientôt jouer à nouveau son rôle d'instance de négociation. C'est pourquoi nous appuyons les observations faites en ce domaine par le Secrétaire général de l'ONU, ainsi que les remarques explicatives que vous avez livrées dans votre déclaration liminaire.

J'ai sans doute un léger désaccord avec le propos de l'Ambassadeur d'Allemagne s'agissant de ce qu'on doit considérer comme un programme de travail classique ou traditionnel. Comme vous l'avez indiqué dans votre déclaration liminaire, Monsieur le Président, chaque année, de 1990 à 1997, la Conférence du désarmement a reconduit un programme de travail simplifié. C'est seulement depuis que la Conférence du désarmement a tenté de compliquer le programme de travail en y incluant des mandats et des dispositions détaillées relatives aux groupes de travail et aux organes subsidiaires que nous sommes, en fait, incapables d'adopter un programme de travail. Il y a donc eu de très nombreuses versions simplifiées du programme de travail adopté, même si je ne sais pas très bien à quoi ressemblait le programme de travail pour la session de 1998, mais il est certain que les versions les plus complexes ont rarement été adoptées. C'est pourquoi nous devrions peut-être nous en tenir à ce qui nous a réussi plutôt qu'aux solutions pour lesquelles nous avons échoué.

Ma délégation ne se fait bien entendu aucune illusion et ne pense pas que l'adoption d'un programme de travail simplifié permettra aux difficultés de disparaître en un jour, comme par magie, mais nous ne croyons pas non plus, comme l'a indiqué tout à l'heure l'Ambassadeur de Suisse, que le fait de mettre un accent excessif sur un programme de travail et des mandats détaillés ait détourné l'attention de la Conférence du désarmement de sa fonction véritable. La Conférence a établi de fausses négociations, et nous négocions encore sur le contenu d'un programme de travail au lieu de négocier sur le fond. Bien entendu, nous sommes tenus d'adopter un programme de travail mais si cette obligation peut être accomplie en adoptant un programme simplifié, nous pourrions peut-être envisager d'une façon plus claire et plus ouverte d'avoir des discussions sur les questions effectives que nous sommes censés examiner. Nous croyons que cela serait utile, et que nous pourrions examiner les paramètres d'un travail effectif sur les questions de fond dont nous sommes saisis.

Nous appuyons sans réserve les observations de l'Ambassadeur d'Allemagne, qui a indiqué que l'ouverture et la transparence étaient primordiales et que le Président devait toujours informer les membres de la Conférence, ce que vous ne manquerez pas de faire, j'en suis sûr, Monsieur le Président. Pourtant, nous ne sommes pas totalement convaincus de l'utilité qu'il y aurait à mener des consultations à travers les groupes régionaux. Nous estimons que de telles consultations nuiraient à l'ouverture et à la transparence, et nous vous exhortons à organiser, autant que possible, des discussions comparables aux débats actuels, lesquels permettent à l'ensemble des membres de la Conférence du désarmement non seulement d'exprimer leur avis, mais aussi d'écouter directement les avis des autres, sans le filtre qui est parfois imposé par les groupes régionaux. Cela étant, Monsieur le Président, je conclurai en vous souhaitant une nouvelle fois tous mes vœux de succès pour votre présidence.

M. Khelif (Algérie): La délégation algérienne a écouté avec un vif intérêt les déclarations faites ici par certaines délégations favorables à l'approche simplifiée du programme de travail.

La délégation algérienne n'a pas une position précise sur cette question. Néanmoins, elle voudrait formuler quelques interrogations concernant cette tendance. L'interrogation principale concerne le point de départ de ces mandats simplifiés ou de ce programme de travail simplifié, notamment en ce qui concerne la question du traité sur l'interdiction de la production de matières fissiles. On sait que cette question ne figure pas à l'ordre du jour. C'est un point qui a fait l'objet d'un accord entre les États membres, à négocier dans le cadre du point 1, et le libellé du mandat Shannon, «Interdiction de la production des matières fissiles», comporte en lui-même un mandat laborieusement négocié. Si l'on adopte cette approche simplifiée, cela signifie-t-il que l'on abandonne le rapport Shannon et le mandat qu'il contient et que l'on va revenir au point zéro, ou va-t-on commencer à partir de ce qui est le résultat d'un mandat? C'est une question que la délégation algérienne voudrait porter à l'attention des membres de la Conférence afin que le processus que nous allons définir ensemble nous permette d'avancer et de ne pas revenir en arrière.

M^{me} Yustisianingrum (Indonésie) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, comment ne pas ajouter ma voix aux messages qui ont été transmis par mes collègues? C'est pourquoi, je voudrais tout d'abord m'associer aux autres orateurs pour exprimer nos condoléances les plus sincères et notre sympathie au Gouvernement et au peuple néo-zélandais à la suite du tremblement de terre dévastateur qui a frappé leur pays. Permettez-moi également de vous féliciter pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. Je suis convaincu que, sous votre direction éclairée, nous serons en mesure de faire des progrès dans nos discussions. Permettez-moi également de vous dire que nous vous appuierons dans l'exercice de vos fonctions.

Au cours de ces dernières années, ma délégation a appuyé tous les efforts qui ont été entrepris dans le but de faire progresser nos travaux. En 2009, comme l'a déclaré l'Ambassadeur de l'Indonésie à l'époque, nous avons appuyé le consensus sur le programme de travail, malgré le fait que, comme certains l'ont dit, ce programme n'était pas parfait. En 2010, nous avons indiqué que le projet de programme de travail proposé par l'Ambassadeur du Brésil était une bonne base de négociation. Ce n'est donc pas maintenant que nous arrêterons d'appuyer les efforts faits pour élaborer un programme de travail propre à faire progresser nos travaux. Nous accueillons favorablement la proposition que vous nous avez soumise dans le document CD/WP.564 et vous encourageons, Monsieur le Président, à engager des consultations bilatérales avec les États membres dans le cadre d'un processus transparent.

S'agissant de l'ordre du jour et du programme de travail, le désarmement nucléaire restera notre priorité absolue, et nous continuerons à vous appuyer dans vos efforts.

M. Ordzhonikidze (Secrétaire général de la Conférence du désarmement et Représentant personnel du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies) (*parle en anglais*): Bien entendu, le Président présentera un résumé du débat, qui a été particulièrement intéressant. Certaines délégations ont présenté une proposition relativement nouvelle concernant un programme simplifié. Au cours des années écoulées, la Conférence a beaucoup parlé, mais elle n'a pas produit, et encore moins adopté, beaucoup de documents. Nous avons un programme de travail, mais il se trouve qu'il n'y a pas consensus sur ce programme de travail. Je croyais que si ces délégations proposent quelque chose, mais que nous ne savons pas exactement quoi à ce moment-là (en effet, certains pourraient se montrer critiques, alors que d'autres pourraient dire qu'il s'agit d'une bonne chose), nous ne savons pas ce qu'est un programme de travail simplifié. En fait, cette version simplifiée pourra fonctionner une fois que nous aurons vu les idées sur le papier. Je serai donc particulièrement reconnaissant aux États membres qui ont fait cette proposition de soumettre leur idée par écrit, de sorte que nous comprenions mieux où nous en sommes s'agissant du programme de travail. On ne sait jamais, il arrive que les petites choses fonctionnent mieux que les grandes. Les choses simples fonctionnent parfois mieux que les choses compliquées, mais voyons tout d'abord de quoi il s'agit.

Le Président (*parle en espagnol*): Merci de vos observations. Nous arrivons au terme d'une première discussion intéressante, et je voudrais tout d'abord souligner ce qu'a déclaré l'Ambassadeur d'Allemagne lorsqu'il a souligné la valeur de la transparence. Je crois qu'il est important pour nous de faire le point de la situation en toute transparence et de façon officielle. Nous sommes-nous rapprochés ou, au contraire, éloignés de notre objectif? Notre objectif est de tenir la Conférence informée à partir du moment où nous traitons la question du programme de travail, c'est-à-dire de voir où nous en sommes, et pas de nous livrer à des spéculations théoriques. Il est évident que le Président en exercice, de même que tous les autres Présidents, ont une responsabilité en ce qui concerne les travaux de cette année, mais j'insiste également sur le fait que la Conférence a aussi une responsabilité collective. Il est clair, comme cela a déjà été souligné fort justement, que le programme de travail est un instrument, et, je le répète, nous nous efforcerons de parvenir à un équilibre inclusif. Pour ce qui est de la règle du consensus, nous devons conserver l'idée, la notion d'inclusion. Il a été noté, je crois, qu'une évaluation positive importante avait été faite, laquelle pouvait constituer un élément de base pour poursuivre nos travaux et parvenir à un accord. Malgré leurs limites, les propositions contenues dans les documents CD/1864 et CD/1889 sont importantes. Nous pouvons également observer un autre aspect que j'ai souligné au début de la séance, à savoir la nécessité de clarifier la portée d'un programme de travail simplifié, comme l'a souligné le Secrétaire général de la Conférence.

Les analyses théoriques sont abondantes, mais voyons ce que tout cela donnerait dans la pratique: simplifié ou simple? Je suis également préoccupé par la question des mandats de négociation, lesquels pourraient devenir un obstacle insurmontable dans notre progression. Nous devons déterminer comment régler ce problème. Il existe des idées claires, et nous devons nous demander s'il est possible d'insuffler une démarche novatrice. Un autre sujet de préoccupation concerne ce qui a été qualifié d'interaction excessive entre les différents mandats. Je crois que la représentante du Mexique y a fait allusion. Je tiens à vous dire que la présidence actuelle continuera à travailler avec les autres Présidents de la session annuelle et aussi, j'espère, en comptant non seulement sur la solidarité, mais aussi et surtout sur la collaboration active de la Conférence, pour instiller ce que j'appellerai une dynamique capable de nous rapprocher de l'établissement d'un programme de travail acceptable par chacun d'entre nous. En résumé, à mon humble avis, nous avons besoin non seulement d'idées, mais aussi d'une volonté politique. Si nous cherchons une formule mathématique, la voici: des idées plus de la volonté politique. Dans les semaines qui viennent, nous ferons des efforts dans ce sens, et nous tâcherons de poursuivre les consultations et, si possible, de coucher les idées par écrit, ce qui ne fera pas de mal. Au cours des quinze années écoulées, un très grand nombre d'idées, d'initiatives, de projets et de propositions ont été présentés et examinés. Nous devons essayer de travailler sur quelque chose de nouveau.

Cela dit, nous allons clore le débat de ce matin. Je vous remercie de vos déclarations. Avant de conclure les travaux de fond d'aujourd'hui et de lever la séance, je voudrais vous informer que le secrétariat invite les délégations à apporter les corrections éventuelles nécessaires à la liste des participants. Si vous avez des observations, merci de les transmettre à M^{me} Norma Roulin, qui nous apporte une aide efficace dans ce domaine.

La prochaine séance plénière de la Conférence aura lieu le jeudi 24 février, à 10 heures.

La séance est levée à 13 heures.
